

LES MPANJAKA DU NORD-OUEST DE MADAGASCAR ET L'INSURRECTION ANTICOLONIALE DE 1898

par

Yvan-Georges PAILLARD *

Assez négligée par les historiens, la grande rébellion qui embrase une bonne partie des provinces de Nosy-Be et Analalava à la fin de 1898 mériterait une analyse détaillée. La brièveté d'une communication comme celle-ci ne permet pas d'entreprendre ici cette étude, et l'on voudra bien m'excuser d'évoquer très rapidement cette insurrection elle-même et de ne m'arrêter un peu longuement que sur les plus illustres témoins – ou acteurs – des événements : les grands souverains sakalava et antankarana de la région. Soupçonnés dès le début d'être les vrais coupables, voués par certains colonisateurs à une proche disparition politique, voici ces *mpanjaka* au début de 1900 à Tananarive, reçus en invités officiels par le Gouverneur Général, couverts d'attentions et d'honneurs, et dorénavant partenaires de choix de l'autorité. Pourtant, dans les tiroirs des bureaux, dorment des dossiers de dénonciation, des rapports, des procès-verbaux d'enquête, qui ont sans doute été trop sollicités pour emporter tout à fait la conviction, mais qui laissent planer le doute. Le cas des *mpanjaka* du Nord-Ouest à cette période permet donc d'observer, en même temps que leurs relations avec leurs sujets, une sorte de « tournant » dans la politique indigène du régime colonial, tournant dont l'histoire du Menabe fournirait un autre exemple. Se trouve ainsi soulignée l'originalité de l'intérim de Pennequin, faisant alors fonction de Gouverneur Général pendant le congé de Gallieni. A son retour, celui-ci se trouve engagé dans une voie apparemment conforme à certaines de ses déclarations antérieures, mais qu'il avait beaucoup hésité à emprunter franchement et que bien des collaborateurs jugeaient dangereuse.

* Université de Provence



I

UNE GRANDE REBELLION ANTICOLONIALE

C'est la majeure partie de la « Grande-Terre », dépendant alors de Nosy-Be, et tout le nord de la province d'Analalava qui s'insurgent à la fin de 1898, les deux principaux foyers du mouvement étant la vallée du Sambirano et l'Ankaizina. La région est peuplée principalement de Sakalava, mais aussi, au nord, d'Antankarana et, au sud et à l'est, de Tsimihety ; ceux-ci posent d'ailleurs un problème aux autorités coloniales, qui les distinguent mal des autres groupes malgaches, surtout les Betsimisaraka. Certes la répartition des différentes « ethnies » n'est pas à la fin du XIXe siècle absolument identique à ce qu'elle est actuellement, mais il faut aussi se rappeler combien les Européens hésitent alors devant la complexité, l'enchevêtrement du peuplement ; leur formation, les idées sommaires dont ils s'imprègnent, faute de mieux, ne leur permettent que des approximations (1). Sagement, la plupart d'entre eux ne chercheront pas à analyser les causes de la rébellion en termes d'ethnies.

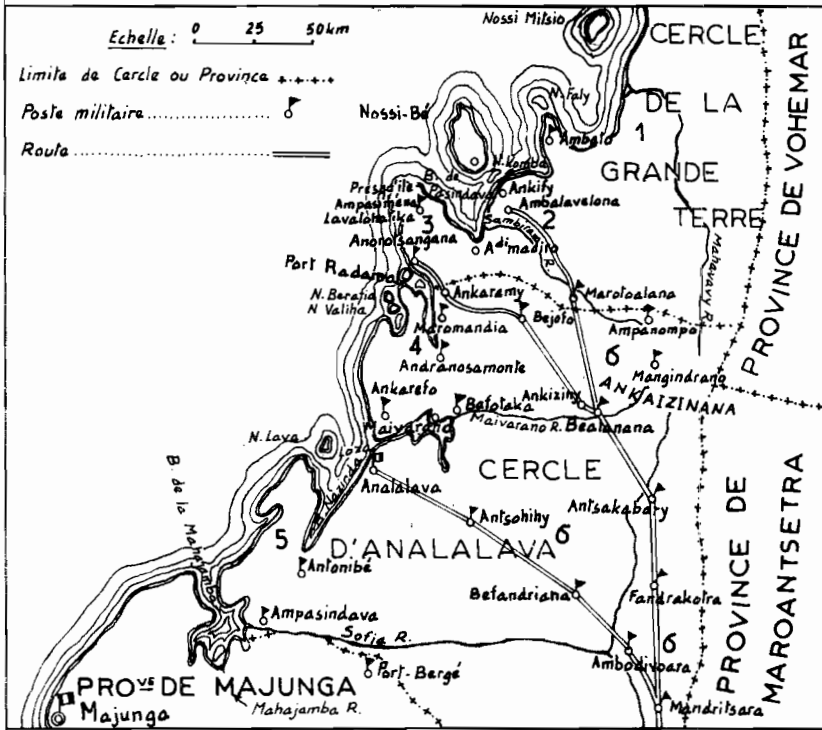
Au milieu de 1898, cette région passait pour pacifiée. La contrée d'Analalava n'était restée cercle militaire que de Juin à Octobre 1897, puis elle était devenue « province des Sakalava de la côte Nord-Ouest », et la Grande-Terre avait toujours connu le régime civil. Les principales opérations militaires contre les opposants à la conquête coloniale, *Menalamba* et *Marofelana*, avaient eu lieu plus au sud, dans la partie méridionale de la circonscription d'Analalava, la région de Mandritsara, la province de Majunga et au-delà. Quelques péripéties avaient bien marqué localement l'expulsion des garnisons et des gouverneurs merina et la lutte contre les *Menalamba* (à Ankaramy, Andranosamonta, etc...) à la fin de 1896 et au début de 1897 ; mais les Merina étaient finalement partis, du moins ceux investis naguère d'une parcelle d'autorité, les autres avaient été regroupés et restaient surveillés (2). Alors que pendant son premier voyage autour de l'île Gallieni s'arrêtant dans la région en Juin 1897, s'était

(1) Sur les Tsimihety, leur répartition géographique, leurs origines, leur parenté avec d'autres groupes, voir par exemple Mattei Louis, *Les Tsimihety*, *Bulletin de l'Académie malgache*, t. XXI, 1938, pp. 131-196, Magnes Bernard, *Essai sur les institutions et la coutume des Tsimihety*, *Bulletin de Madagascar*, octobre 1954, n° 89, pp. 3-95, et surtout les travaux de Molet Louis, notamment *L'expansion tsimihety, modalités et motivations des migrations intérieures d'un groupe ethnique du Nord de Madagascar*, Tananarive, Mémoires de l'Institut Scientifique de Madagascar série C, t. V. 1959, 196 p.

(2) La pacification du Nord-Ouest est présentée par Gallieni comme particulièrement rapide et réussie, aboutissant à une tranquillité complète grâce à la totale dispersion des bandes de rebelles : Voir son *Ordre général n° 280*, du 22 avril 1899 (où il récapitule le passé, après l'insurrection de 1898) : Archives du Service Historique de l'Armée (française) de Terre, Vincennes, série Madagascar, Nouveau Fonds (désignées plus bas par Vincennes NF...), 11 (sous-dossier « Deuxième Territoire militaire, opérations diverses, soulèvement des Sakalaves »). Mêmes remarques dans les ouvrages d'époque sur la conquête militaire, par exemple Général Gallieni, *La pacification de Madagascar, opération d'octobre 1896 à mars 1899* (rédigé par F. HELLOT), Paris. Chapelot et Cie, 1900, VII-528 p. ; on trouvera dans cet ouvrage, fondé sur les archives de l'Etat Major, des développements sur les opérations dans le Boïna, la région de Mandritsara, etc..., mais peu de détails sur le Nord-Ouest en 1896-1897.

PROVINCES DU NORD-OUEST

Situation à la fin de 1898



Carte extraite de GALLIENI, La pacification de Madagascar
(rédigé par F. HELLOT, Paris, 1900),

En surcharge, les chiffres désignent :

1. le royaume antakara de Tzialana.
2. le royaume sakalava (hemazava) de Tsaraso
3. le royaume sakalava (bemihisatra) de Binao
4. le royaume sakalava de Salama
5. le royaume sakalava de Tondroko
6. les régions d'expansion tsimihety

montré préoccupé par des résistances encore vives — d'où la création du cercle d'Analalava —, en Juillet 1898, à Hell-Ville, au cours du second périple, il avait exprimé sa satisfaction. Presque tous les rapports des responsables, à commencer par l'administrateur en chef Martin, qui de Majunga «coiffait» alors tout le Nord-Ouest jusqu'à Diégo-Suarez compris, étaient rassurants.

Or, à la fin de Septembre 1898, les habitants de la région d'Antonibe, au sud d'Analalava, donnent par deux fois la chasse aux miliciens venus recruter des «prestataires» ; quelques jours plus tard, quatre miliciens sont assassinés. Puis, le 25 Octobre, le poste de milice de Marotoalana, dans la vallée du Sambirano, est attaqué par une bande de gens des environs et le garde Ettori, seul Européen, est tué. Le 27, à Ambalavelona, en aval, le commis de résidence Frontin et trois colons européens sont tués aussi. Toute la vallée du Sambirano et les alentours passent à la dissidence. Le 31, à Bealanana, le garde de milice Gouraud est victime à son tour des rebelles, et l'Ankaizina se soulève. En novembre, alors que la répression commence, et en partie à cause de cela, les révoltés, craignant d'être capturés, s'échappent vers d'autres régions ; la vallée de la Haute-Soïa, les secteurs de Befandriana, Mandritsara s'agitent. De même, les zones côtières restent sérieusement troublées ; Ambalavelona, par exemple, réoccupé par les autorités coloniales à la fin d'octobre, est à nouveau plusieurs fois attaqué jusqu'à la mi-décembre ; les régions d'Anorotsangana, Ankaramy, Andranosamonta échappent à tout contrôle. Au total : une dizaine de victimes européennes, dont six ou sept colons, et un nombre vraisemblablement plus élevé, mais non précisé, de victimes indigènes, miliciens et civils amis ou employés des Blancs. Le total des rebelles victimes de la répression peut encore moins être calculé, il est probablement assez important, ainsi que celui de nombreux villageois, ni d'un camp ni de l'autre, qui désertent leurs maisons avant l'apparition des bandes d'insurgés et, plus encore, quand s'annoncent les troupes «régulières», car, pour certains chefs militaires, tout le monde est suspect, et tout fuyard est un coupable (3).

La répression est beaucoup mieux connue que la rébellion elle-même, en

-
- (3) Principales sources pour l'étude de cette insurrection dans : Vincennes NF 16, sous-dossier « 1899, Cercle autonome d'Analalava » Archives de la République Démocratique Malgache (A.E.D.M.), dossiers D 79, D 454, D 457, D 461, etc...

Archives Nationales (françaises), Section Outre-Mer, Paris, rue Oudinot, série Madagascar (A.N.F. Oudinot), dossiers 204—402 et 206—410.

Archives Nationales (françaises), Dépôt d'Outre-Mer, Aix-en-Provence, série Madagascar (A.N.F. Aix), dossiers 4 B 45, 4B 60, 2D 24, 2D 111, 2D 133, 2D 178, 6 (2) D 7, etc...

Voir aussi les différents rapports imprimés et manuscrits de Gallieni et Pennequin l'ouvrage de Gallieni-Hellot cité note 2, les collections du *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, du *Bulletin du Comité de Madagascar*, devenu en 1899 la *Revue de Madagascar*, de *Notes, Reconnaissances et Explorations*.

L'insurrection n'est que très rapidement résumée dans les ouvrages généraux sur l'histoire de Madagascar et pas beaucoup plus longuement racontée dans les études sur le Nord-Ouest.

raison de l'abondance sur ce sujet des documents coloniaux (4). Les premières mesures sont prises localement, d'abord par l'administrateur de Nosy-Be, Chauvot, qui dès le 28 Octobre part de Hell-Ville pour la Grande-Terre ; les jours suivants, avec l'aide des hommes du croiseur *Fabert* alors en rade de Hell-Ville, il réoccupe Ambalavelona, comme on l'a vu, et remonte une partie de la vallée du Sambirano, au risque de tomber dans un guet-apens. Après avoir mis fin aux incidents d'Antonibe, l'administrateur d'Analalava, Guédès, essaie d'organiser la défense de sa circonscription. Mais, à Tananarive, Gallieni comprend assez vite que l'insurrection pourrait s'étendre très loin : on craint alors pour la province de Majunga ; dans l'île de Nosy-Be, la situation est explosive, et, sur la côte orientale de Madagascar, au nord de Vohémar, à Loky, fin novembre, un créole réunionnais, colon et « agent des affaires indigènes », ainsi qu'un autre Blanc, de passage ou récemment arrivé, vont être assassinés par, croit-on, une bande de « *fahavalo* », brigands en relations avec les rebelles de l'ouest. Dès le 3 Novembre, une compagnie sénégalaise récemment débarquée à Majunga et des miliciens sont donc confiés au capitaine Laverdure pour rétablir l'ordre, à partir d'Ankify, dans la vallée du Sambirano, où l'on espère alors que l'insurrection se cantonnera. Finalement, quand il apparaît que son extension est bien plus grande, le commandant Mondon est dépêché à Analalava avec d'autres troupes sénégalaises et le commandant Lamolle, chef du cercle d'Ambatoñdrakaza, est chargé d'une troisième colonne partant du sud-est ; il doit assumer la direction générale des opérations. On assiste ainsi à une triple campagne, et l'organisation administrative de la région est fortement remaniée : la Grande-Terre, devenue cercle-annexe, est coupée de l'île de Nosy-Be, qui reste, avec les îlots voisins, province civile ; et la province d'Analalava redevient cercle militaire, subdivisé en secteurs (dont celui de Mandritsara sera bientôt transformé lui aussi en cercle-annexe). Les administrateurs civils demeurent à leur poste comme adjoints des militaires. Officiellement, les opérations seront terminées le 31 Décembre 1898.

La sécurité n'est réellement rétablie que peu à peu. Plusieurs mois encore seront nécessaires pour traquer les derniers groupes de rebelles, obtenir des redditions, ramener les habitants chez eux. On ne pourra guère parler d'apaisement avant la seconde moitié de 1899, encore que tous les « coupables » ne se soient pas déjà livrés. Pennequin est dans la région du 20 au 28 Juillet 1899, et il adopte une politique, — sur laquelle on reviendra —, qui vise une pacification en profondeur. Le régime militaire sera prorogé jusqu'au milieu de la décennie suivante, conformément aux vœux des colons. L'arrêté du 15 Décembre 1898, créant le cercle et les cercles-annexes, prévoyait d'ailleurs que le nouveau statut durerait jusqu'à ce que « la majorité des colons français détenteurs de titres réguliers de concession et y résidant personnellement » demandent le retour au régime civil. La colonisation, en effet, moyenne et grande surtout, peut alors s'emparer de toutes les terres qu'elle convoitait. Son ère commence.

(4) Mêmes sources que ci-dessus.

La recherche des causes de l'insurrection fournirait un très gros chapitre (5). Une interrogation de la mémoire collective apporterait peut-être des renseignements neufs (6). Mais déjà les archives coloniales permettent de formuler quelques hypothèses, car bien entendu Gallieni et les responsables sur le terrain se sont immédiatement interrogés sur les origines d'un mouvement aussi inattendu et les documents à ce sujet n'ont naturellement pas été publiés ; mais ils ont été conservés en majorité. De leur examen, que j'espère pouvoir approfondir dans une étude plus développée, résulte l'impression que la rébellion est purement et simplement un mouvement quasi spontané de rejet de la présence européenne sous ses divers aspects. Assurément, c'est, comme on le dit généralement, contre les colons présents — et quels colons ! — que les gens du Nord-Ouest se révoltent ; mais c'est plus encore le spectre de la grande colonisation annoncée, prête à l'invasion, qui les bouleverse. Quant à l'administration, elle serait trop heureuse de rejeter sur les colons, ainsi que sur de mystérieux provocateurs «étrangers» toutes les responsabilités ; par «étrangers», entendre les Indiens, les Comoriens, voire les Anglais : le leitmotiv toujours utilisable. Or l'administration a bien aussi sa part de responsabilité : et par la médiocrité, les débordements de certains de ses représentants dans le Nord-Ouest, on en apercevra un exemple plus bas, et surtout par sa politique «ordinaire» s'exprimant par les impôts, les corvées, le recrutement de miliciens, et, dans la mise en œuvre de cette politique, par des maladresses créant chez les indigènes l'impression d'une dépossession de soi et de ses biens.

-
- (5) L'absence d'étude détaillée des causes du mouvement et peut-être une lecture trop rapide d'ouvrages de synthèse ont conduit l'auteur d'un manuel destiné voici quelques années aux lycéens et collégiens de Madagascar à présenter les Sakalava Bemazava (qui ne sont d'ailleurs pas seuls à se soulever) comme des alliés de ceux du Menabe et d'Ingereza : rien ne me paraît prouver une telle coordination. Par contre le même auteur ne montre pas les liens entre les révoltés de la vallée du Sambirano et ceux de l'Ankaizina.
- (6) Mais il est malheureusement bien tard et l'on peut craindre des confusions entre les diverses séries d'événements qui se sont produits à des dates assez rapprochées dans la région. Cf. celles commises par les personnes interrogées par Baré Jean-François pour *Sable rouge, une monarchie du Nord-Ouest malgache dans l'histoire*, Paris, l'Harmattan, 1980, XI-383 p., en particulier pp. 72-74 : Pennequin s'y trouve associé à la répression sous les ordres de Gallieni à la fin de 1898, aux côtés de Laverdure — alors que Pennequin devenu général, n'arrivera à Madagascar que plusieurs mois plus tard : confusion avec son rôle en 1884-1885 ; Binao danserait avec Gallieni à Tananarive en 1900 — alors que Gallieni est en Europe, etc... Erreurs vénielles, qui n'enlèvent rien à l'intérêt de ce beau travail d'ethno-histoire, mais qui montrent les précautions à prendre pour une étude événementielle. En acceptant à la lettre de tels renseignements, on risque de perdre de vue l'originalité de la politique de Pennequin et de rester fâcheusement impressionné par les « différentes fantaisies sadiques » auxquelles il se serait laissé aller, ainsi que Laverdure, pendant la répression de l'insurrection. Je ne mets pas en doute, malheureusement, ces atrocités, mais la mémoire de Pennequin me paraît pouvoir être lavée de ces crimes, ainsi, il me semble, que celle de Laverdure, alors que tout accable des responsables de grade inférieur, notamment avant l'insurrection : voir plus bas le cas Frontin.

II

DES ROITELETS SANS IMPORTANCE

Les chefs du mouvement, ceux que citent les rares études qui veulent bien consacrer quelques lignes au sujet (7), sont-ils vraiment des conspirateurs, qui auraient longuement préparé l'affaire, ou des meneurs improvisés, portés en quelque sorte par une profonde émotion populaire ? Au risque de paraître jouer sur les mots, il faut dire que l'insurrection rappelle par bien des aspects ce que l'on appelait en Europe sous l'Ancien Régime une « émotion », et plusieurs contemporains parlent de jacquerie. L'idée me paraît mériter d'être retenue, à condition de souligner l'ampleur exceptionnelle de celle-ci. Car les documents ne permettent pas de se représenter un mouvement longuement médité, éclatant à une date convenue et se développant, au moins au début, selon un plan, même sommaire. A moins que les *mpanjaka* locaux, dont l'autorité est plus grande que celle de qui que ce soit dans la région, ne soient justement les vrais chefs de la conjuration, ou ne lui donnent au minimum leur patronage...

Les autorités coloniales ne comprennent évidemment pas encore grand'chose, malgré une certaine curiosité, aux ramifications des dynasties sakalava et antankarana, à leurs relations réciproques et moins encore à la nature du pouvoir des *mpanjaka*, les « roitelets », comme on dit avec condescendance et ironie. Mais beaucoup d'entre nous ont bien dû attendre la publication des travaux de Jean-François Baré pour voir un peu clair dans le fonctionnement et l'évolution de la monarchie sakalava bemihisatra (8).

Les colonisateurs de la fin du XIXe siècle constatent seulement la relative importance du nombre des *mpanjaka* dans le Nord-Ouest, encore que ce titre, au sens précis de souverain autonome, sans « suzerain », soit par eux un peu trop généreusement accordé à tout détenteur d'un pouvoir. Involontairement, pour une part d'entre eux, ils redonnent au mot son sens étymologique. Mais ils connaissent principalement les trois lignées de souverains antakarana, sakalava bemisahatra (betsimisaraka, écrit-on parfois) et sakalava bemazava, avec lesquelles la France est en dialogue depuis plus d'un demi-siècle, et qui ont fort bien su, finalement, entre Merina, Français et « Silamo », conserver et même consolider leur autorité. De ces trois monarchies, on reparlera plus loin. Voyons d'abord quels sont les « roitelets » secondaires et quelles fautes leur sont reprochées en 1898-1899.

L'arrière-pays d'Analava est partagé entre plusieurs petits rois ou reines sakalava, tous plus ou moins étroitement apparentés. A Analava, port par où passent la plupart des denrées qui font l'objet d'un trafic de traite dans la région, ils étaient jusqu'en 1896 représentés par un mandataire commun, Tsimitono,

(7) Noms de quelques-uns de ces chefs dans, par exemple, Magnès Bernard, article cité pp. 16.17 (Ndriarjalahy, Karija, Manambarandry...).

(8) De Baré Jean-François, outre *Sable rouge...*, cité note 6, voir la synthèse intitulée *Pouvoir des vivants, langage des morts, idéo-logiques sakalava*, Paris, Maspéro, 1977, 144 p., et plusieurs articles.

qui répartissait entre eux, proportionnellement à leur puissance respective, tout ce qu'il pouvait extorquer aux patrons de boutres et traitants ; ceci n'empêchait pas parfois tel ou tel chef mécontent de venir avec les siens pour se servir lui-même, et plusieurs traitants indiens et européens avaient préféré s'installer au large, dans l'île de Nosy-Lava. La région gardera la réputation d'être anarchique (9).

Parmi ces souverains, Tondroko, dans la zone d'Antonibe, la première à se mettre en mouvement en Septembre 1898. Par son père Anono, il descend de la reine Tsiomeko (celle qui en 1840 a cédé Nosy-Be aux Français) : il appartient donc indiscutablement à la grande lignée Maroserana-Volamena (10). Tsiaraso, le roi bemazava, serait aussi son oncle, mais quel sens exact donner à ce terme ? Il lui fournit pourtant des conseillers. Tout cela, en particulier l'ascendance, vaut à Tondroko beaucoup d'autorité morale, malgré son jeune âge (il aurait environ seize ans en 1898) :

« Il est le vrai roi de la région, fils de roi et de reine, et ses sujets en font une espèce de fétiche auquel ils tiennent beaucoup » (Octave Péan, administrateur de Nosy-Be en 1896)

Les conseillers, l'entourage gouvernent en son nom ; ils se sont montrés tout à fait francophiles en 1895-1896, par hostilité aux Merina. En Juillet 1895, les rapports des commandants des bâtiments de la Division navale française signalaient que les Merina voulaient s'emparer du tout jeune roi et le conduire à Analalava, où ils tentaient de s'installer eux-mêmes ; mais l'attitude de la garde du *mpanjaka* et des populations des rivages de la baie de Narinda devaient les en dissuader. Les Merina n'avaient d'ailleurs jamais pu s'implanter réellement ici : comme ils paraissaient vouloir profiter des hésitations des autorités françaises dans leur politique indigène pendant l'essai de protectorat de la fin de 1895 et de 1896, le commerce avait complètement déserté Analalava et les petits ports voisins. Mais « l'ordre français » avait bientôt mis fin à tout espoir merina et Tondroko et les siens paraissaient s'en féliciter. Tondroko serait alors venu en toute confiance à Majunga rendre un culte au *doany* contenant les reliques de ses grands ancêtres. En contrepartie de ces bonnes dispositions, Tondroko avait été reconnu par l'autorité coloniale seul chef indigène de toute la région, elle-

(9) Situation présentée par un Rapport politique et administratif du capitaine Charbonnel, commandant le cercle d'Analalava : rapport du début de 1905, qui résume toute la période 1896-1904 (sorte de bilan du gouvernement de Gallieni en vue de la préparation du rapport d'ensemble), A.N.F. Aix 2D 24. Le partage du pouvoir et des responsabilités entre plusieurs *mpanjaka* et un mandataire commun à Analalava fait penser à une organisation tout à fait identique à la même date à Maintirano, où le représentant des rois s'appelle Alidy.

On sait par ailleurs que Charbonnel Henry (Colonel) est l'auteur d'un très intéressant recueil de souvenirs sur la période de Gallieni : *De Madagascar à Verdun, 20 ans à l'ombre de Gallieni, de la Belle Epoque à la grande tourmente*, Paris, Kaorius, 1962, 459 p.

(10) Voir les arbres généalogiques reconstitués par Baré Jean-François, *Sable rouge...*, ouvr. cit., ainsi que les études sur les dynasties sakalava, par exemple celles de Fagereng.

même intégrée dans un premier temps dans une vaste province gravitant autour de Nosy-Be. Il était donc l'égal de Binao, Tsiaraso, Tzialana, les « grands mpanjaka », et avait pour « vassaux » officiels des chefs comme la reine Karamy, sa parente, installée à Ampasindava, près de la Sofia inférieure. Au cours d'une reconnaissance dans les environs, en février-mars 1897, le lieutenant Bastard avait reçu de Tondroko un message où il protestait de son dévouement pour la France, et Bastard note que le message était libellé dans un style très protocolaire, ce qui l'amène à rappeler que le père du jeune roi, Anono, faisait sa correspondance sur papier de luxe avec cet en-tête imprimé :

« Protectorat de Madagascar, N° Gmognon, roi de Narenda et Nossi-Lava »

C'était au temps du premier protectorat français. Mais au début de 1897 les choix de la dynastie ne semblaient pas avoir varié.

Pourtant l'implantation réelle du système colonial, surtout à partir du moment où Analalava devient pour la première fois chef-lieu de cercle (en Juin 1897), mécontente manifestement les familiers du jeune *mpanjaka* ; ils se sentent un peu trop surveillés. D'ailleurs le capitaine Toquenne, commandant du cercle, paraît méfiant, et le poste militaire qu'il fonde à Antonibe, outre sa tâche de lutter contre les « irréguliers » de l'arrière-pays, doit faire sentir au souverain que **les temps ont changé**. Une fois le régime civil rétabli, Guédés n'est pas moins vigilant : en Juin 1898, il fait une tournée dans le secteur d'Antonibe, et, pour séparer le roi des siens, le convoque à Analalava à l'occasion du 14 Juillet, avec l'intention de l'y garder sous sa surveillance ; et il refuse d'accorder aucun des délais qui lui sont demandés.

Mais cet « exil » a l'avantage d'épargner à Tondroko d'être compromis dans le mouvement d'Antonibe, en Septembre, tandis que son ancien entourage est soupçonné de noirs desseins... Et les autorités associent tout de suite Tondroko à la répression, en faisant de lui un des assesseurs du tribunal improvisé qui juge les auteurs des attentats contre les miliciens et un complice des rebelles de la vallée du Sambirano (trois condamnations à mort, suivies d'une exécution immédiate, quatre condamnations à dix ans de fers). Au début de 1899, Tondroko semble bien docile, ou résigné ; de son autorité, il aide à rétablir le calme : dans son rapport politique de février-mars 1899, le commandant du cercle récemment reconstitué à Analalava note que dans le secteur d'Antonibe il a beaucoup plus d'influence que les autorités militaires, qui ne sont subies « que par la crainte des baïonnettes ». Cette « bonne volonté » permet à Tondroko de se réinstaller dans la région d'Antonibe, comme gouverneur appointé, au moins pour quelques années ; il figure encore sur les listes officielles près de dix ans, mais son nom disparaîtra ensuite (11).

(11) Sur Tondroko et ses conseillers, A.R.D.M., D 454 (rapports du résident de Nosy-Be daté du 1er mars 1897 et de l'administrateur Compagnon, d'Analalava, sans date (vers 1906), D 461 (en particulier sous-dossier « Situation politique 1896-1897 ») ; Vincennes NF 16 (rapports politiques du cercle d'Analalava pour janvier 1899 et la période du 1er février au 15 mars) ; A.N.F. Aix, 2D 24 (rapports politiques du cercle d'Analalava, juillet 1898 et, période 1896-1904), 2D 133 (correspondances de

Les choses se passent moins bien pour une de ses parentes, la reine Salama, qui régit un petit canton, plus au nord, dans la presqu'île Radama. Là aussi un pouvoir politique personnel réduit, et un entourage qui passe vite pour francophile. Les autorités coloniales prennent d'autant plus facilement conscience de qui gouverne réellement que le souverain est une femme. En réalité, les colonisateurs n'ont jamais pu croire qu'une femme pût vraiment gouverner, et, avant la rébellion, elle avait déjà été victime du nouveau régime, puisque, sans perdre son titre, elle avait été placée sous la surveillance d'un certain Mora, futur sous-gouverneur, très lié aux Français (en 1897, il offrait spontanément 80 hommes pour renforcer les troupes de Toquenne). Les relations de Salama et de Mora étaient très mauvaises. Et puis, pendant la rébellion de 1898, la reine est dénoncée : elle serait un des chefs secrets du mouvement dans la région d'Andranosamonta, elle enverrait des renforts aux dissidents. Son territoire est l'objet d'une sorte d'inspection, sous apparence de reconnaissance, en Janvier 1899, sans que l'on trouve aucune des preuves recherchées. Au contraire, Salama manifeste beaucoup d'esprit de coopération, et des espions révèlent qu'elle a refusé de se joindre à des rebelles qui passaient chez elle, en invoquant la faiblesse de son sexe et... l'absence d'instructions de la part de Mora ! Mais on découvre alors dans son troupeau des bœufs volés à un colon, Lesueur, dont la concession dans l'îlot de Nosy-Valiha a été pillée à la fin de 1898 ; les bœufs sont naturellement confisqués, la *mpanjaka* doit verser une indemnité à Lesueur, et elle est remplacée par un chef « élu » sous le contrôle des colonisateurs. Elle doit résider, en simple sujette, à Analalava, où elle retrouve son père, qui gouvernait en fait sous son nom, et qui est alors en prison. Elle échappe elle-même à toute procédure judiciaire, bénéficiant pour une fois de l'indulgence envers une femme. Et Salama n'était après tout qu'un tout petit *mpanjaka*, ce que l'on ne saurait dire de Binao, Tsiaraso et Tsiarana (12).

III

LES GRANDES MPANJAKA, ALLIES INCERTAINS AVANT L'INSURRECTION

Binao, Tsiaraso et Tsiarana sont à la tête de royaumes tournés vers la mer autant que vers l'intérieur, traditionnellement possesseurs d'îles au large, en contact depuis longtemps par les Musulmans, les « Silamo », avec le monde maritime de l'océan indien. Ils sont plus ou moins profondément marqués eux-mêmes par l'Islam. Tsiarana, *mpanjaka* antankarana, est officiellement converti, les deux autres souverains, sakalava, ont subi une certaine influence de

1896), 2D 178 (rapport politique et administratif du 24 juillet 1896 pour Nosy-Be), 6 (2) D 7 (sous-dossier « Troubles du Nord-Ouest »); Bastard E. — J. De Maroantsetra à Andranosamonta, *Notes, Reconnaissances et Explorations* t.I, 1897, pp. 248—270.

(12) Sur Salama, Vincennes NF 16 (rapport du lieutenant de Fraysseix, de janvier 1899); A.N.F. Aix, 2D 24 (rapports politiques d'Analalava, juillet 1898 et période du 15 mai au 15 juin 1899), 6 (2) D 7 (sous-dossier « Troubles du Nord-Ouest »).

cette civilisation et chacun a près de lui des conseillers comoriens, très écoutés, qui aiment manifester publiquement leur foi. Malgré de fréquentes querelles, ces *mpanjaka* éprouvent donc les uns pour les autres des sentiments de solidarité, en plus des relations de parenté des lignées des deux premiers. Mais celle de Tsalana se réfère aussi à des ancêtres sakalava, les « ethnies » ne sont bien tranchées que dans le discours, du colonisateur notamment. La marque « étrangère » (musulmane) rend ces grands souverains suspects.

Pourtant ils sont depuis longtemps en relations avec les Français, puisque l'affaire de la cession de Nosy-Be à la France est un important chapitre de l'histoire de leurs proches ancêtres. En contrepartie de cette cession, les rois du Nord-Ouest ont été, au moins jusqu'en 1885, des protégés de la France. Il n'est pas utile de retracer ici l'évolution, bien connue, de la région jusqu'à la première guerre franco-malgache de 1883-1885. Binao, reine bemihisatra depuis 1880, et âgée seulement d'une douzaine d'années, Imonja, roi bemazava, prédécesseur de Tsiaraso, et Tsimiharo, roi antankarana, père de Tsalana, puis celui-ci, se trouvent aux premières loges quand se produisent les incidents qui conduisent à la guerre : l'affaire dite des pavillons en 1881-1882, puis l'opération de police française contre le poste merina d'Ampasimena, chez Binao, et d'autres postes de la côte en Juin 1882. La guerre commence en Mai 1883 par le bombardement d'Anorotsangana et Ambodimaro qui amène les forces merina à se replier sur des positions situées plus à l'intérieur, comme Ankaramy et Andranosamonta. De là, elles menacent les populations sakalava dont les souverains ont immédiatement fait savoir qu'ils soutenaient la cause française. Binao, ou plutôt ceux qui gouvernent en son nom, dont d'abord son père et principal ministre, Bebaka, seront les alliés les plus constants des Français. Mais Imonja — qui est alors le beau-père de Binao — choisit aussi résolument son camp à partir de Juin 1883 (13). L'un et l'autre vont fournir des porteurs, des combattants sakalava et makoa, avec lesquels les Français procéderont à l'organisation d'un premier essai de tirailleurs malgaches. Tsalana se range du même côté dès son arrivée au pouvoir en 1883, et les 1700 hommes qu'il recrute pour l'amiral Miot et le capitaine Escande participent aux combats sur la côte nord-est, autour de Vohémar, région de mouvance antankarana.

Au cours de cette guerre, Binao est le *mpanjaka* le plus menacé par la contre-offensive merina de Juin 1883, mais ses appels au secours en direction de Nosy-Be ne sont guère entendus, car le commandant de l'île n'a presque plus de troupes à sa disposition ; il envoie quand même quelques volontaires, qui aident la reine à dissuader les attaquants. Nouvelle alerte l'année suivante, alerte repoussée par les Sakalava tout seuls. Puis les Français décident de construire un poste permanent sur la Grande-Terre, à Ambodimadiro, au fond de la baie d'Ampasindava ; le fort, ou plutôt le blockhaus, est édifié avec l'aide des Sakalava de

(13) Reproduction de l'invitation au mariage de Binao et du fils d'Imonja p. 207 de DECARY Raymond, *L'île Nosy-Be de Madagascar, histoire d'une colonisation*, Paris, Editions maritimes et d'Outre-Mer, 1960 227 p.. Cet ouvrage fournit un récit détaillé des relations entre la France et les populations du Nord-Ouest au XIXe siècle.



Binao, et le pavillon tricolore est hissé le 10 Août 1884. Les attaques merina contre Ambodimadiro commencent presque aussitôt. Le capitaine Pennequin, chargé du commandement du fort, remporte quelques victoires, qui permettent à Binao de regagner la résidence d'Ampasimena qu'elle avait dû évacuer. La principale bataille a lieu le 27 Août 1885 à Andampy, contre les Merina du poste voisin d'Ankaramy ; certains auteurs la présentent comme une grande victoire française, d'autres comme une opération à peu près nulle, se terminant par une retraite en bon ordre jusqu'au fort ; Pennequin est légèrement blessé dans l'affaire (14).

Le traité du 17 décembre 1885 met fin à la guerre et déçoit profondément les *mpanjaka*, qui ne s'étaient jamais autant compromis aux côtés des Européens. Ranaivalona III est en effet reconnue reine de tout Madagascar : la voici donc définitivement suzeraine des « roitelets » du Nord-Ouest ; la seule restriction est, dans l'article 15 du traité, l'engagement qu'elle prend de « traiter avec bienveillance les Sakalava et les Antankarana » et de « tenir compte des indications qui lui seront fournies à cet égard par le gouvernement de la République ». La France continuera cependant de verser aux *mpanjaka*, à titre personnel, les pensions accordées après la cession de leurs possessions insulaires, mais les Français évacuent les zones de la Grande Ile qu'ils avaient occupées pendant la guerre et les Merina s'installent dès mai 1886 à Ambodimadiro, le drapeau français est prohibé partout. En plus, l'annexion par la France de la baie de Diégo-Suarez et de ses abords, conformément au traité de 1885, si elle prive en principe les Merina d'une excellente position stratégique, atteint aussi les Antankarana, anciens possesseurs. Répoussés vers le Nord par les Sakalava, qui les ont pratiquement évincés naguère de la vallée du Sambirano, amputés de quelques sites de forts par les Merina, ils sont maintenant dépouillés par leurs « alliés traditionnels » français ! L'impression est d'autant plus fâcheuse que les Français établissent leur autorité effective en avril 1889 sur les îlots de Nosy-Faty et Nosy-Mitsio ; bien que formellement cédés à la France en 1841, ils n'avaient jamais été occupés. Mais on craignait à Nosy-Be une revendication merina, fondée sur l'absence de disposition à leur sujet dans le traité de 1885 ; de plus, les îlots servaient manifestement de base pour diverses opérations de commerce illégaux, dont la traite des esclaves, toujours effective dans ces régions.

(14) Sur cette période, voir Decary, ouvr. cit., Grandidier Guillaume et Decary Raymond, *Histoire politique et coloniale* (de Madagascar), t. III du vol. V de la grande série entreprise par Alfred Grandidier sous le titre général *Histoire physique, naturelle, politique de Madagascar* (seul le fascicule I de ce t. III — prévu comme devant exposer l'histoire de toutes les populations non-merina — est disponible : voir aux pp. 151-163 l'histoire des Antankarana) ; Hanotaux Gabriel et Martineau Alfred, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, t. VI (rédigé par Marius et Ary Leblond pour Madagascar de 1815 à 1906), Paris, 1933, 584 p. ; Noulens J., Monographie de Nosy-Be, *Bulletin Economique de Madagascar*, 1921, 3ème trimestre, pp. 67-94, 4ème trimestre, pp. 75-87, 1922, 1er trimestre, pp. 17-50, 3ème trimestre, pp. 15-52 ; Prudhomme (lieutenant-colonel), *Considérations sur les Sakalaves, Notes, Reconnaissances et Explorations*, t. 6, 1900, pp. 1-43 ; Vial Maurice, La royauté antankarana, *Bulletin de Madagascar*, n° 92, janvier 1954, pp. 3-26.

Or Tsialana et ses familiers aimaient résider à Nosy-Mitsio, échappant à toute surveillance sous un drapeau tricolore très symbolique. De là, le *mpanjaka* antankarana commandait à ses sujets de la Grande-Terre, qui lui étaient indéfectiblement dévoués et dont il dépendait absolument pour sa subsistance, les îlots étant à peu près stériles. Il ne reste donc plus désormais au roi aucun refuge où il puisse se sentir vraiment libre (15).

Bien entendu, les responsables français de Nosy-Be essaient de conserver quand même de bonnes relations avec les trois *mpanjaka* ; ils les invitent par exemple à Hell-Ville lors de la célébration de fêtes comme le 14 Juillet (16). Mais les *mpanjaka* ne cachent pas leur surprise douloureuse. Binao adresse au Président de la République française deux lettres de protestation contre le traité en Avril 1886 ; quelques jours après, une supplique sakalava au gouvernement français est remise au commandant Le Maître qui rentre en métropole. Binao regrette amèrement que l'on ait oublié les promesses qui lui auraient été faites, oralement sans doute et peut-être par Pennequin, de lui restituer les territoires pris auparavant par les Merina. Pourtant elle reste francophile, et les voyageurs, marins, touristes et «explorateurs» européens se louent de son hospitalité. A la fin de 1887, elle vient spontanément passer quinze jours à Nosy-Be, accompagnée de sa suite habituelle ; son intention est de raviver les sentiments de fidélité de ses sujets de l'île ; mais l'occasion est bonne de se rappeler au souvenir des Français, dont la protection peut encore rester utile. Autre visite en avril 1888, pour présenter ses devoirs à Le Myre de Vilers, Résident Général français à Tananarive, qui est de passage. La même année, en juillet, elle demanderait même l'autorisation de résider définitivement à Nosy-Be, car les Merina seraient sur le point de lui ravir tout ce qui lui reste sur la Grande-Terre. Mais le Ministre des Affaires Etrangères, à Paris, refuse de faire jouer en sa faveur le droit d'asile, par crainte d'envenimer des relations déjà délicates avec la monarchie merina (17). Sur Tsiaraso, jeune *mpanjaka* bemazava, on a peu de renseignements à cette période. Il semble vouloir aussi conserver des relations avec la France ; en 1894, il vient offrir ses condoléances au chef de la colonie de Nosy-Be après l'assassinat de Sadi Carnot (18).

C'est le *Bulletin du Comité de Madagascar*, 1899, pp. 150–152, qui donne la version la moins héroïque du combat d'Andampy (dans une biographie de Pennequin), alors que Prudhomme célèbre une grande victoire.

- (15) Mêmes sources que note 14, en particulier Decary.
- (16) Par exemple le 14 juillet 1888 (A.N.F. Oudinot 104–402) ; seul le souverain sakalava bemazava accepte l'invitation, les autres ayant des problèmes à régler avec les Merina, Tsialana à Antsirabe, Binao sur place. Binao doit accueillir des officiers merina et des prospecteurs intéressés par les prétendus gisements houillers d'Ambavatobe, un des mythes du XIXe siècle ; mais elle se fait représenter par sa sœur Kavy.
- (17) Sur Binao à cette époque, outre Decary, ouvr. cit., voir biographie de Binao par Paillard Yvan dans *Hommes et Destins*, t. III, *Madagascar*, Paris, Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1979, 543 p. (biographie, aux pp. 73–76, rédigée en particulier à l'aide du dossier personnel de Binao aux A.R.D.M.).
- (18) Biographie de Tsiaraso dans *Hommes et Destins*, ouvr. cit., pp. 498–501, par Paillard Y.

L'attitude de Tzialana est la mieux connue et la plus intéressante. Il proteste lui aussi en 1886. En 1887, le sachant peut-être particulièrement déçu (et pourtant les îlots de Nosy-Faly et Nosy-Mitsio ne sont pas encore occupés, mais on a vu Tzialana fournir le plus gros contingent pendant la guerre), le gouverneur de Nosy-Be, Clément Thomas, l'invite à Hell-Ville pour lui remettre solennellement la médaille commémorative de la campagne de 1885. Tzialana arrive avec quelque deux cents notables antankarana, mais il ne cache pas combien il est choqué : car, dit-il « avec cette franchise brusque qui est dans le caractère des races primitives » (selon Thomas), tous ceux, de tout rang, qui ont d'une façon quelconque participé à la guerre reçoivent cette médaille ; par deux fois il réclame une distinction particulière, c'est-à-dire la Légion d'honneur. Il n'en est pas question, répond de Tananarive Le Myre de Vilers, Ranavalona elle-même ne l'a pas obtenue et l'effet serait diplomatiquement détestable. Thomas obtient à peine de pouvoir faire ciseler pour Tzialana un « sabre d'honneur », avec cette inscription : « Tzialana, Roi des Antankarana, République française » ! Il le lui remet en 1889. Le *mpanjaka* doit s'en contenter, car sa situation est extrêmement difficile. Les Merina ne lui pardonnent pas sa francophilie ; contre lui, ils soutiennent son frère Memba (ou Mamba) qui paraît décidé à mettre la main sur les îlots avec leur aide (avant l'occupation par les Français), et Tzialana se déclarerait prêt à se battre contre Memba et les Merina, en tuant d'abord leurs douaniers sur la Grande-Terre : cette confiance, particulièrement révélatrice, est recueillie par un commerçant qui la rapporte au gouverneur Froger, de Diégo-Suarez. En Juillet 1888, son fils et un autre de ses frères ont rendu visite au gouverneur merina Ramaka, à Ambohimarina, ce fort qui du haut d'un piton domine la possession française de Diégo-Suarez ; il ne s'agissait sans doute que de se rendre compte des projets des Merina, de « tester » leurs dispositions, mais ils étaient allés auparavant s'entretenir avec Froger, et Ramaka leur en fit reproche. Il leur déclara que Tzialana avait eu bien tort de se faire accorder par Froger un terrain dans la possession française pour y édifier une maison, son refuge en cas de besoin. Car la protection française est illusoire, les Français sont comme l'oiseau qui passe, à la moindre alerte ils s'en vont. Puis Tzialana vint lui-même chez Froger, accompagné de toute une suite, comme d'habitude. Parmi cette suite, un oncle, qui dit au *mpanjaka* devant Froger (dont ils ignoraient qu'il comprenait le malgache) : « Mieux vaudrait arborer le pavillon de Monsieur Oswald. Les « Hova » n'y toucheraient pas ». La maison Oswald étant la principale entreprise commerciale allemande présente sur la côte Nord-Ouest, Froger, très inquiet, s'était mis à imaginer de sombres machinations de la grande ennemie. Plus vraisemblablement, l'oncle exprimait le désarroi d'une monarchie environnée de tous côtés de menaces. Autre preuve de cette angoisse. après l'annexion effective des îlots, qui signifie aussi la perte des taxes perçues sur les traitants, cette « excursion » de Tzialana sur un bateau portugais de passage... jusqu'à Zanzibar. Sans aucun succès. En revanche, le conseil d'administration de Nosy-Be propose de supprimer la pension du *mpanjaka* ; il faut que le Résident général intervienne pour qu'elle soit maintenue (19).

Tout cela montre que les rois n'ont pas bien compris les stipulations du

traité de 1885. Ils se refusent à croire que les Français, qui continuent de les subventionner, de les inviter, de leur faire des avances..., les abandonnent tout à fait (20). Pourtant l'emprise grandissante des *Vazaha*, les Européens, sur la mer les prive progressivement de ressources appréciables. Mais on sent aussi combien les gouverneurs de Nosy-Be regrettent de devoir renoncer à une politique de suzeraineté bien commode en face du pouvoir merina, l'ennemi d'hier et le difficile partenaire du « protectorat bâtard » (21). Par exemple, dans une lettre de septembre 1887 relative au sabre d'honneur, Clément Thomas insiste sur la nécessité de diriger et d'utiliser la très grande autorité de Tzialana sur ses sujets dans le sens des intérêts français. Il montre avec quelle constance il lui témoigne sa confiance et sa considération. Il ne s'est pas lassé de l'inviter à Hell-Ville, Tzialana trouvant toujours des prétextes avant d'accepter enfin. Il l'a reçu avec tous les honneurs possibles, a longuement conféré avec lui pendant deux jours, et c'est parce que « aux yeux des indigènes de Madagascar une entente n'a de valeur que cimentée par un don ou l'octroi d'une distinction » que le sabre, à défaut de la Légion d'Honneur, est indispensable. Finalement Tzialana sera très fier de ce sabre, il se fera photographier le sabre à la main, et son descendant Tsimiharo II le portera encore en 1962 au cours de la fête antankarana du mât, célébrant l'alliance des Antankarana avec... la France (22).

Les *mpanjaka* ont donc de bonnes raisons de croire que les équivoques nées du traité de 1885 sont provisoires. Leur territoire commence à être parcouru par des candidats à la colonisation, citoyens, sujets ou protégés français, en particulier des Réunionnais. La majorité viennent de Nosy-Be, frappée par une grave crise de la canne à sucre. Bien que constituant une autre forme de menace pour l'avenir, dans l'immédiat ces fréquentations resserrent encore les liens. Et la montée de la tension entre la France et le gouvernement malgache rend inévitable de nouveaux développements à court terme. Cette fois encore, le Nord-Ouest constitue un bon poste d'observation. Tzialana, Tsiaraso achètent à Nosy-Be des armes, de la poudre.

La seconde guerre voit tout naturellement les *mpanjaka* à nouveau aux côtés de la France presque dès le début. Ils fournissent encore des porteurs et des

(19) Biographie de Tzialana II dans *Hommes et Destins*, ouvr. cit., pp. 495-498 par Paillard Y. Voir aussi Decary ouvr. cit. ; A.N.F. Oudinot, 204-402, les lettres très intéressantes de Thomas et Froger.

(20) Voir aussi la lettre du commandant de Nosy-Be, datée du 22 juillet 1886, dans Decary, annexe XIII, pp. 211-213.

(21) Cette expression semble employée pour la première fois dans un dossier préparatoire réuni en vue de la rédaction du rapport général de Gallieni pour la période 1896-1899 ou de l'ouvrage sur la pacification de Gallieni-Hellot (A.N.F. Aix, 4 D 15).

(22) Decary, ouvr. cit. ; *Hommes et Destins*, biographies citées plus haut ; dossiers personnels des trois *mpanjaka* aux A.R.D.M ; Duruy S.V. (lieutenant), De Tsaratanana à Noosi-Be, *Notes, Reconnaissances et Explorations*, t. 2, 1897, pp. 413-445 ; Vial, art. cit. note 14. L'allusion au sabre en 1962 se trouve dans Pain Gabriel, La fête du mât en pays antankarana, *Bulletin de l'Académie malgache*, t. XLI, 1963, pp. 65-66. La dynastie possède un autre sabre offert par les Français, à l'époque de Louis-Philippe.

travailleurs, destinés à rejoindre à Majunga la colonne expéditionnaire et à l'aider dans sa progression en participant à la construction de la piste indispensable au lourd convoi. Sur place, ils procurent des combattants aux Français qui, le 12 février 1895, réoccupent Ambodimadiro. En avril, les guerriers de Tzialana et ses frères aident à la prise d'Ambohimarina, puis ils pourchassent les Merina en fuite vers le Sud. Comme les Merina se regroupent dans la région en face de Nosy-Be et, en juillet, ravagent le pays, c'est encore un fils de Tzialana qui les combat avec trois cents hommes : vainement d'ailleurs, puisqu'il leur faut se réfugier dans les îles. Tsiaraso se bat aussi. Vraisemblablement en juin (alors que les Français en marche vers l'Imerina sont arrivés à Maevatanana, selon le récit d'un Sakalava recueilli peu après par le lieutenant Duruy), deux mille Merina venus d'Anorotsangana et de l'Ankaizina, avec deux canons, occupent la vallée du Sambirano ; mais ils sont battus par des Sakalava en nombre égal dont le chef est Dagnan, frère de Tsiaraso (23).

Mais voici que le traité du 1er octobre 1895 ne remet pas explicitement en question l'autorité de Ranavalona sur tout Madagascar, bien que sous tutelle. Les Français évacuent une seconde fois Ambodimadiro, dès le 3 novembre 1895. La plupart des fonctionnaires merina restent en place et tentent ostensiblement de récupérer tout le pouvoir dont ils s'étaient crus frustrés, ou même de préparer une revanche : le 5 juillet 1896, par exemple, Octave Péan, administrateur de Nosy-Be, constate que les «Hovas» évacuent les postes de la côte en face de Nosy-Be, comme on les y a invités, mais qu'ils s'arrêtent tout près, à l'intérieur, entravant la reprise des transactions sur les bœufs et le riz, et il croit savoir qu'ils constitueraient des réserves pour un prochain soulèvement. Les Merina ne lui semblent pas sincères dans leur soumission. Or à nouveau les responsables français doivent recommander aux *mpanjaka* la patience, dans l'esprit du second protectorat :

«J'ai engagé ces chefs, qui m'ont fait demander des instructions par mon agent des affaires indigènes à Nosy-Mitsio et Nosy-Faly, à se tenir tranquilles et à obéir aux envoyés de la Reine, qui n'agit que d'accord avec le Résident général»,

disait aussi Péan, un peu plus tôt. C'était alors Tsiaraso le plus inquiet. Mais Péan voit bien que de tels conseils déconcertent les Sakalava et les Antankarana ; il suggère que l'on fasse «aider» les fonctionnaires merina, alors vraisemblablement chargés d'un recensement préparant l'institution d'impôts au profit du protectorat. Il voudrait qu'un agent français, ou au besoin le commandant d'un bâtiment de la Division navale, vienne édifier une bonne fois tous les rois et chefs sakalava et antankarana sur le fonctionnement du nouveau régime et les sorte de «l'équivoque où nous les maintenons».

Equivoque que Péan lui-même supporte mal :

«Je crois qu'il ne peut rien sortir de bon de cette politique à double sens :

(23) Mêmes sources que note 22.

royauté sakalava et suzeraineté hova sous la domination de la France, si les règles ne sont pas sévèrement établies (...). Ces indigènes seront naturellement très vexés d'être, par nous, placés sous les Hovas, mais ils auraient le droit de devenir nos ennemis irréconciliables, si après leur avoir déclaré « Tu es donc libre d'aller habiter où tu voudras », nous les laissons molester ou les molestions nous-mêmes pour avoir usé de cette liberté. La loyauté envers les indigènes est le premier des devoirs, le seul qui conduise à une autorité incontestée sur les populations primitives » (lettre du 17 mars 1896 au Résident général Laroche).

La question était alors de faire respecter le libre choix de la résidence, garanti par lettre en Février par le gouverneur de Diégo-Suarez au chef Fanahy, mais que les représentants merina semblaient vouloir restreindre. Menace plus grave, ceux-ci confient à leurs envoyés le soin de recruter des hommes pour en faire des « agents de police » ; ils leur donnent le droit de punir les fautes qui viendraient à leur connaissance et choisissent pour surveiller tous les Antankarana, dont Tsialana, un certain Jaojo, exécuté de tous, en particulier de Tsialana, sous les ordres duquel il se trouvait auparavant avant d'être renvoyé ; depuis, il avait fait cause commune avec les Merina.

Cette situation peut-elle se prolonger longtemps ? Selon Gallieni, qui arrive peu après, les *mparijaka* et les populations côtières réclament impatiemment des administrateurs français. Péan donne franchement son avis à Laroche le 3 juillet 1896 :

« J'estime que nous nous exposons à de graves complications, si nous imposons les Hovas à nos protégés sakalava »

et il pose les vraies questions qui le tracassent :

« Renonçons-nous au protectorat des Sakalaves au profit des Hovas ?

« Les Sakalaves doivent-ils renoncer au pavillon français, pour prendre celui de la Reine ?

« Les Rois et les Reines doivent-ils passer aux ordres des gouverneurs (merina) ?

Le peuple est-il annexé aux Hovas, avec toutes les conséquences de l'annexion ? »

La réponse de Laroche est on ne peut plus vague :

« A défaut d'instruction de Paris, je ne crois pas pouvoir répondre définitivement aux questions que vous voulez bien m'adresser au sujet des situations respectives des Sakalaves et des autorités indigènes nommées par Tananarive dans votre circonscription. Je vous donne plein pouvoir pour prendre l'attitude et les décisions que vous jugerez à propos. L'intention du gouvernement de la République était à l'origine d'administrer toute l'île par les Hovas (ou plutôt par les gens de l'Imerina, appelés Hovas par extension de la valeur de ce dernier mot). Cette idée première paraît tendre à se modifier, en France, au profit des tribus insoumises ou mal soumises. Arrangez donc les choses

d'une manière provisoire, en évitant les conflits autant que possible, en faisant comprendre aux tribus que – même lorsqu'elles ont affaire à un Hova – elles n'ont en réalité affaire qu'à la France à travers un intermédiaire.

« Le drapeau français pourra être arboré partout sans que les autorités hovas aient aucun droit de s'y opposer. En général vous recommanderez à ces autorités de l'arborer elles-mêmes, car il est arboré à Tananarive même, sur le palais de la Reine, en face du drapeau royal ».

Ce document date du 18 juillet 1896 ; Laroche sait que le Parlement français a déjà opté pour l'annexion pure et simple, et il cherche à dégager sa responsabilité. Ce n'est que le 25 septembre (Gallieni est déjà à Tananarive et va prendre ses fonctions) qu'il peut être plus précis :

« Suivant les intentions du gouvernement français, je me propose d'arriver peu à peu à la suppression des agents hovas sur la côte Nord-Ouest. Vous pouvez dès maintenant exercer l'administration directe du littoral, avec le concours des chefs autochtones, et vous aurez à régler *vous-même* les questions d'ordre local qui autrefois étaient pour la plupart résolues par l'administration centrale de l'Imerina... ».

En réalité depuis août, la situation est déjà plus claire pour les *mpanjaka*. Péan a usé de la liberté qui lui était laissée pour les rassurer. Profitant de sombres querelles parmi les Merina d'Anorotsangana, il est allé enquêter, en compagnie du chef de la Division navale, sur la côte de la Grande-Terre. Le 17 août, il y a rendu visite à Ankify à Tsiaraso et ses frères et il les a invités à ne plus arborer que le pavillon français. Radieux, Tsiaraso a voulu organiser une réception en l'honneur des Français et les trois couleurs ont été hissées solennellement devant tous les habitants : l'emblème avait pris dans la région une importance comparable à celle que la liturgie républicaine lui avait donnée en Europe. Puis Tsiaraso et ses frères accompagnèrent à leur demande Péan à Ambodimadiro, où ne flottait que le pavillon de la Reine. Les Merina encore présents, dépendant d'Anorotsangana, furent immédiatement expulsés et la garde du fort fut confiée à Tsiaraso, de plus en plus content. Il s'engage aussitôt à garantir la sécurité des étrangers et, bien sûr, à veiller au respect du drapeau français (24).

Tous ces revirements pourraient néanmoins laisser des doutes dans l'esprit des *mpanjaka*. Mais « l'ère Gallieni » commence et les nouvelles opérations de pacification ne laissent pas le temps d'exprimer des états d'âmes, d'autant plus que, l'essentiel de l'effort se portant vers les Hautes Terres, les troupes régulières sont rares dans le Nord-Ouest. Les rois sont instamment conviés à participer à l'établissement de l'ordre français.

(24) Sur toute cette période, A.R.D.M., D 79 (correspondance d'O. Péan avec Laroche au sujet notamment de Rabe et Rainijaonary), D 461 (sous-dossier sur la situation politique dans le Nord-Ouest en 1896–1897) ; *Rapport d'ensemble du Général Gallieni sur la situation générale de Madagascar*, Paris, Imprimerie des Journaux Officiels, 1899, 2 t. de 447 et 446 p., en particulier 1ère partie, chap. V.

Or les derniers mois de 1896, on voit encore dans toute la région des Merina, chassés des postes les plus proches, se rassembler, attaquer les villages, détruire ou accaparer les provisions ; ils font circuler des lettres décrivant des défaites françaises devant les *Menalamba* et menacent de mort tout traître à la cause malgache. Des bandes commandées par des chefs comme Rakotovao – Moramanga, sans doute en liaison avec celles des Hautes Terres, et même peut-être renforcées par des insurgés de l’Imerina, créent un très grand désordre. Le brigandage local, « traditionnel » au dire des pacificateurs, ajoute d’autres raisons d’inquiétude. Recevant Péan en novembre, Binao lui expose ses doléances : villages pillés et brûlés, paysans dans l’incapacité de vaquer aux travaux agricoles de saison, etc... Faute de troupes régulières en nombre suffisant, elle lève ses propres « partisans », fournit des gardes et des miliciens pour défendre Anoro-tsangana, qu’elle considère comme partie de son territoire, et où Péan l’engage à fonder aussitôt un village sakalava, en y regroupant ses sujets qui se sont réfugiés dans les petites îles. C’est naturellement Bebaka, son père et « premier ministre », l’artisan de cette véritable mobilisation. Son frère Amada (son futur successeur) participe personnellement à des batailles comme celle d’Andranosamonta, en janvier ou février 1897, aux côtés de la milice de Nosy-Be.

Mais Binao et les autres *mpanjaka* n’éprouvent-ils pas déjà au fond de leur cœur une nouvelle inquiétude, la crainte d’une nouvelle sujétion ? Péan avoue, le 18 décembre 1896 :

« Les Sakalaves ne marchent que quand nous sommes avec eux. Dans le cas contraire, et malgré toutes les légendes un peu légèrement établies et augmentées, sans souci des conséquences futures, ils ne bougent pas. Aujourd’hui nous voyons à nos dépens quel fond il faut faire sur la bravoure du Sakalava et sa haine irréductible du Hova ».

Il parle encore de :

« Sakalaves inertes, que les rebelles prennent comme des mouches, qu’ils arment de mauvais fusils et de sagaies et qui font nombre ».

En marge de ce rapport, les annotations de Gallieni sont plus nuancées ; il esquisse une stratégie conforme à la politique des races :

« Les Sakalaves ne savent pas encore si, décidément, nous restons dans le pays. Il faut leur en donner la preuve par des mesures politiques, en chassant les Hovas, en faisant disparaître tous les gouverneurs hovas et en donnant le pouvoir avec des traitements aux chefs sakalaves » (25).

Le pouvoir local et des traitements sont en effet accordés rapidement, ces traitements ne faisant que prendre la suite des pensions de l’époque précédente, qu’il aurait été très impolitique d’abolir. Les fonctions de « gouverneur » sont reconnues aux trois *mpanjaka*, « gouverneurs à titre politique », comme on dira

(25) Outre les ouvrages sur la pacification déjà cités, voir (A.R.D.M., D 461 (sous-dossier « situation politique 1896-1897 ») ; A.N.F. Aix, 2D 178 (rapport du chef de province de Nosy-Be du 1er février 1899, qui commence par la copie d’un rapport d’octobre 1896).

plus tard, c'est-à-dire hors de tout corps administratif régulier ; ces titres ne seront intégrés dans les cadres «normaux» qu'en 1900, mais ils permettent déjà aux titulaires de figurer sans problème sur une ligne budgétaire (arrêté du 29 décembre 1896), sans que le formalisme de la république soit offensé par l'énoncé d'une «solde» à des rois ! La province de Nosy-Be, ou plutôt, après l'arrêté du 4 avril 1897, la «province des Antakares et des Sakalaves de la côte Nord-Ouest» (26), est subdivisée, quant à ses parties Grande-Terre, en circonscriptions secondaires qui correspondent aux mouvances de Tsialana, Tsiaraso et Binao (ainsi que de Tondroko). Ce sont presque déjà des protectorats intérieurs. Lorsque, en octobre 1897, l'administrateur en chef Martin prend en charge toute la région, Gallieni l'engage à achever la pacification, à ouvrir le Nord-Ouest aux entreprises de colonisation, mais en s'inspirant toujours des principes de la politique des races, donc en étudiant les groupements ethniques, en choisissant soigneusement pour chacun des chefs «naturels» ; mais il précise qu'il ne s'agit désormais que des chefs secondaires. Il n'est pas question de porter atteinte au pouvoir de ceux déjà nommés par arrêtés ; ils ont une trop grande influence sur les indigènes. Il suffira de surveiller qu'ils servent avec fidélité. Ces recommandations sont renouvelées au début de 1898.

Et les *mpanjaka* paraissent collaborer franchement. Ils acceptent au nom de leurs sujets, en 1897, le principe de l'impôt, de la corvée, de l'école française. La perception de la taxe personnelle (quatre francs par homme adulte) ne commencera réellement qu'en 1898, mais deux francs seront déjà versés au titre de 1897. C'est, explique Gallieni aux *mpanjaka*, un tribut en échange de la protection reçue. La faveur des autorités coloniales leur donne la possibilité de se faire reconnaître officiellement de vastes propriétés, ou d'en faire accorder à des parents et alliés, donc de donner à leurs pouvoirs des bases économiques autrement plus consistantes que le traitement relativement modeste qu'ils perçoivent (27).

Mais des ambiguïtés subsistent. Les contradictions entre ce système et l'idéologie centralisatrice que transportent avec eux les colonisateurs créent parfois des situations délicates. Le 25 mai 1897, à Hell-Ville, Gallieni convoque les trois *mpanjaka*, dont les agissements, dit-il, semblent suspects. Il les reçoit séparément, leur explique encore la loi d'annexion, ses conséquences, leur rappelle leurs obligations, et il laisse planer la menace. Il visite les jours suivants quelques-uns des ports et sites fortifiés de la côte de la Grande-Terre (28). Tsialana est le plus

(26) *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, n° 57 du 27 janvier 1897 (arrêté du 29 décembre 1896, accordant des traitements à des chefs indigènes), n° 81 du 17 avril 1897 (arrêté du 4 avril 1897, créant la nouvelle province).

(27) A.R.D.M., D 79 (sous-dossier «personnel, indemnités, etc... 1896-1905») D 461 (sous-dossiers «situation politique 1896-1897» et «organisation administrative, circonscription administratives») ; Massiot Michel, *L'administration publique à Madagascar*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1971, 472 p., coll. Bibliothèque africaine et malgache, en particulier chap. 1 ; Baré, *Sable rouge*, ouvr. cit., chap. II.

(28) Récits de cette tournée dans le *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, n° 108 du 19 juin 1897 et n° 109 du 22 juin 1897.

«louche» des trois souverains, et un chancelier français va s'installer sur son territoire dès le 9 juin. Un des frères de Tzialana aurait en effet répondu à un représentant de Chauvot, administrateur à cette époque de la province, qu'il n'avait pas d'ordre à recevoir de lui. L'arrivée du chancelier, le lieutenant Chanaron, semble ramener le roi à de meilleurs sentiments. Il accepte de quitter Nosy-Mitsio, où il s'entêtait à résider, pour un village choisi par Chauvot près des rizières et des plantations de la Grande-Terre ; les quelques deux mille sujets qui vivaient avec lui sur l'îlot doivent le suivre. Mais en Septembre son frère Memba est arrêté, car avec un certain Bakary il aurait menacé de tuer tout indigène qui vendrait des denrées aux Européens ; ils auraient fait de la propagande contre les Français, disant qu'ils n'étaient pas à leur place chez les Antakarana. Memba aurait même dit que, si les Français ne partaient pas, les Antakarana les tueraient ou les feraient mourir de faim. Deux colons, parmi ceux qui commencent à arriver, sont assassinés à cette période, et Memba libère leur assassin qui avait été arrêté. Memba est alors déporté à Sainte-Marie, le principal bagne de la colonie. Tzialana vient voir Chauvot, multiplie les promesses de soumission, accélère la première perception de l'impôt, dont il avait négligé (ou refusé) de s'occuper jusque là. Par ailleurs, voulant sauver son frère, il tombe entre les griffes d'un avocat-défenseur peu scrupuleux de Hell-Ville, qui lui garantit tout simplement qu'il obtiendra la libération de Memba en « achetant » l'administration par quelques bons diners (29).

Tsiaraso n'est pas beaucoup moins suspect. Il conserverait des relations avec Rakotovoao-Moramanga, le chef rebelle merina, qui, au milieu de 1897, agit encore l'intérieur du pays, et avec les rebelles de Befiana. Tout ceci n'est pas exactement prouvé, mais il est à peu près certain que les rebelles peuvent venir librement acheter du riz et d'autres denrées dans la vallée du Sambirano, notamment chez les commerçants indiens, que Chauvot menace alors « d'une amende écrasante ». En 1898 encore, pendant son nouveau voyage, Gallieni reproche à Tsiaraso son comportement pour le moins peu énergique au service de la colonie. Le rédacteur du compte-rendu du voyage, paru dans le Journal Officiel, décèle quant à lui dans le comportement officiel de Tsiaraso « l'apathie que trahit son visage ». De plus, Tsiaraso a parmi ses conseillers les plus intimes un Comorien « féticheur », réputé très « *antivazaha* » (30).

Même Birao est un peu douteuse. On l'accuse d'indolence. Son père Bébaka serait devenu anti-français, et en décembre 1897 Chauvot prend prétexte de la

(29) A.R.D.M., D 79 (sous-dossiers « affaire Tzialana contre Maître Clément » et « personnel, indemnités, etc... 1896-1905 »).

(30) A.R.D.M., D 79 (sous-dossier « personnel, indemnités, etc... 1896-1905 ») A.N.F. Aix ; 6 (2) D 7 (sous-dossier « troubles du Nord-Ouest ») ; Duruy, art. cit. de *Notes, Reconnaissances et Explorations ; Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, n° 279 du 23 juillet 1898, récit du voyage de Gallieni dans le Nord-Ouest en 1898.

Befiana, centre de regroupement de rebelles en 1897, se situe à une trentaine de kilomètres d'Andranosamonta ; les dissidents, pour être sûrs de la fidélité des hommes de la région qu'ils avaient enrôlés, garderaient en otages six cents femmes et enfants de la zone côtière.



mauvaise santé du vieil homme pour lui retirer tout titre officiel, et par conséquent l'indemnité qu'il percevait jusque là. Il nomme à sa place, comme premier ministre de Binao, un certain Ali, qui serait un Makoa, et qui est très francophile (31).

Pourtant les *mpanjaka* restent en place. D'ailleurs, en 1898, sauf Tsiaraso, ils semblent donner à peu près satisfaction. La pacification est considérée comme terminée depuis des mois (au plus tard en octobre 1897 dans la région d'Analava, la plus menacée par les troubles des territoires au sud et à l'est). La pression est donc moins forte. Une vie plus normale recommence. Dans ces conditions, les relations entre les *mpanjaka* et leurs sujets, à l'écart de toute surveillance quotidienne, restent ce qu'elles avaient toujours été. Lorsque, un peu plus d'un an après, le pouvoir des *mpanjaka* sera remis à nouveau en question, les autorités coloniales se souviendront combien ce type de gouvernement est différent des conceptions occidentales et elles exprimeront une vive réprobation... rétrospective. Entre autres témoignages, celui de Chauvot, rappelant au début de 1899 les « confidences navrantes » qu'il recevait au sujet des abus des rois ; il lui aurait fallu, dira-t-il, toutes ses journées et ses nuits pour réviser les jugements des anciens chefs, punir leurs méfaits, vols, assassinats, les hommes livrés aux caïmans, les rapt de femmes et d'enfants, etc... Les trois grands *mpanjaka* ne commettent peut-être pas personnellement ces abus, mais ils les « couvrent ». Et ils exploitent à leur profit la force de travail de leurs sujets, pas toujours dans la perspective d'une redistribution conforme à leur vocation de « père et mère » des pauvres. Tsiaraso, par exemple, fait cultiver gratuitement ses terres, et il essaie de s'intégrer dans l'économie nouvelle en plantant des vanilliers : tous les jeudis, les sujets qui habitent près de ces plantations doivent aller les soigner, ou donner la chasse aux sangliers (32).

IV

DES COLLABORATEURS SUSPECTS FACE A L'INSURRECTION

La soudaineté de l'insurrection de la fin de 1898 incite à trouver tout de suite des coupables. Tous les soupçons resurgissent, et les rois sont immédiatement suspectés. Dans son télégramme du 15 novembre au commandant Mondon, qui va participer à la répression, Gallieni lui recommande de bien établir les responsabilités des autorités indigènes et de se renseigner avec précision sur l'attitude et l'influence des principaux chefs du pays (33). Mais il est difficile d'accuser sans preuve précise et la circulaire confidentielle très détaillée aux administrateurs, chefs de province, commandants de cercle du 23 novembre ne met pas du tout

(31) A.R.D.M., D 70 (sous-dossier « personnel, indemnités, etc... 1896-1905 »)

(32) A.N.F. Aix, 6 (2) D 7 (sous-dossier « troubles du Nord-Ouest », en particulier le rapport de l'administrateur Chauvot en réponse à une lettre de Gallieni, du 28 décembre 1898, relative aux causes de la rébellion, et les renseignements rassemblés sur les agissements des *mpanjaka*).

(33) Texte de ce télégramme dans Gallieni - Hellot, *La pacification...*, ouvr. cit., pp. 422-423.

en cause les *mpanjaka* (34). Leur influence est beaucoup trop précieuse pour aider à rétablir l'ordre. Et les désigner avec trop d'insistance comme responsables, ce serait aussi condamner la politique suivie depuis deux ans.

Les *mpanjaka* sont donc, de gré ou de force, associés à la répression, ce qui offre « l'avantage » supplémentaire de les compromettre du côté des colonisateurs aux yeux de leurs sujets. Il s'agit, dit par exemple le commandant Lamolle le 24 décembre, de « les mettre de notre côté et les compromettre aux yeux de la rébellion » (35).

Les souverains sont bien conscients de la nécessité pour eux de faire preuve de bonne volonté. Tsiaraso, déjà accusé d'apathie plus tôt, ainsi que de diverses fautes sur lesquelles on reviendra, est le plus compromis par la rébellion, puisque de très graves événements se sont produits chez lui, dans la vallée du Sambirano. Il se sent immédiatement responsable, et c'est lui qui fait prévenir tout de suite l'administrateur Chauvot, à Hell-Ville, après l'attaque du poste de Marotoalana le 25 octobre. Il accueille Chauvot qui accourt, le 28 Octobre, et l'accompagne vers Ambalavelona attaqué la veille ; ils y trouvent la résidence encore en feu. A partir du 30, il part avec lui et une petite escorte de miliciens en direction de Marotoalana, car le bruit court que le garde de milice Etti n'aurait été que blessé. C'est une expédition très dangereuse ; la population, terrifiée, refuse de fournir des porteurs et s'écarte, on aperçoit des rôdeurs avec des sagaies et l'on parle de trois cents *Marofelana* aux alentours. Au fur et à mesure qu'ils remontent la vallée, ils ont de plus en plus nettement l'impression d'avoir été attirés dans un guet-apens : dans un village tout près de Marotoalana, village dont les habitants n'ont pas pris la fuite et où l'autorité de Tsiarana n'est déjà plus directement sensible, ils trouvent aux gens un air goguenard. Deux chefs de ce village prennent d'ailleurs la fuite, on tire sur eux et on les tue. La nuit du 30 au 31 octobre se passe dans ce village et Chauvot en fait un récit assez dramatique : tous les habitants rassemblés sur la place du village, assis autour de trois autres petits chefs que l'on a ligotés, en otages ; en face, les miliciens, formant le carré, également assis, mais prêts à tirer, et parmi eux Chauvot, Tsiaraso et les deux Européens qui ont bien voulu se joindre à l'expédition. Des rebelles rampent alentour, essaient de mettre le feu aux cases. Vers deux heures du matin, un des miliciens postés en sentinelle fait défection ; les rebelles dont on voyait à l'horizon les silhouettes grâce aux feux de brousse qu'ils avaient allumés le rejoignent, les villageois se dressent et ils se ruent vers les Européens. Par chance pour eux, Tsiaraso et les autres miliciens restent fidèles et arrêtent l'assaut. Dès le lever du jour, l'expédition rebrousse chemin, sans avoir atteint Marotoalana, traversant une région maintenant complètement déserte. Tsiaraso gardera un très mauvais souvenir de cette aventure. Les jours suivants, il est encore associé aux efforts du capitaine Laverdure, il lui fournit des porteurs,

(34) Texte multicopié de cette circulaire par exemple dans A.N.F. Aix, 6 (2) D 7 (sous-dossier « Troubles du Nord-Ouest »).

(35) Instructions au capitaine Laverdure, Vincennes NF 16 (documents Laverdure à l'intérieur du sous-dossier cité).

mais beaucoup moins de renseignements que Laverdure ne l'espérait. Il l'accompagne à Ambalavelona, qu'il s'agit maintenant de reconquérir définitivement et de réorganiser comme poste militaire, puis dans diverses « battues ». A la fin de l'année et en 1899, il fait chez lui, à Ankify, des *kabary*, assemblées au cours desquelles la population reçoit des conseils relatifs au retour à l'ordre et à la reprise des activités agricoles. En mars 1899, il essaie d'organiser une « opération indigène » pour mettre la main sur un des chefs dissidents qui tient encore la brousse, Mataopiso ; l'affaire échoue d'ailleurs, mais par la faute d'un lieutenant français qui, de son côté, au même moment et sans ordre, croit bon de lancer une reconnaissance dans la même direction, ce qui a pour résultat de pousser le rebelle à fuir (36).

Binao, sur le territoire de laquelle Anorotsangana est redevenu « un vrai nid de pirates et de contrebandiers », fait ce qu'elle peut, en particulier des *kabary*, comme celui d'Ampasimena en décembre 1898, en présence de tous les petits chefs de la région, ceux-ci affirmant naturellement ne pas être mêlés à l'insurrection. Binao se sent menacée, car elle aurait reçu un ultimatum des rebelles, signé des « Marofela de Manongarivo » :

« Il faut que tu sois avec nous ou contre nous. Si tu es avec nous, viens nous trouver. Si tu es contre nous, réfugie-toi chez les Blancs, et nous nommerons une autre reine. Nous te donnons quatre jours de réflexion. Passé ce délai, nous marcherons contre toi, il n'y a plus dans ton royaume de terre pour les Blancs » (37).

Tsialana participe aussi aux opérations, bien qu'avec plus de distance. Il se met à la disposition de Laverdure et de ses collaborateurs, et il accepte de concourir par ses conseils à la reconstruction du pays, surtout après avoir reçu de la part de l'administration des garanties quant aux terrains mis en réserve pour les indigènes comme zones de culture et de pacage. Toutefois, comme les événements les plus graves se sont produits en dehors de ses propres territoires, il se sent moins concerné que les deux autres *mpanjaka* par la répression (38).

Tous ces témoignages de bonne volonté ne dissipent pas le malaise. Les chefs européens, du moins une partie d'entre eux, croient à une complicité profonde entre les *mpanjaka* et une rébellion dont ils sont même peut-être les instigateurs secrets. Gallieni, au début de 1899, semble à peu près convaincu ; il écrit le 21 janvier à Chauvot :

(36) Voir dans Gallieni — Hello, *La pacification...*, ouvr. cit., le récit de ces opérations (notamment chap. VI, pp. 419—439) ; voir aussi tous les documents de Vincennes NF 16 (sous-dossier « 1899, cercle autonome d'Analava ») ; A.N.F. Aix, 2D 178 (rapport politique et administratif de Nosy-Be pour 1898), 6 (2) D 7 (sous-dossier « troubles du Nord-Ouest », où on peut lire le récit par Chauvot de l'expédition des 30 et 31 octobre 1898).

(37) A.N.F. Aix, 2D 178 (rapport politique et administratif de Nosy-Be pour 1898, et rapport récapitulatif pour la période 1896—1904). L'ultimatum n'est cité qu'en 1904 : doit-on penser qu'il est reconstitué à partir de récits par la reine, ou que son texte était resté jusque là dans les dossiers de la province ?

(38) A.N.F. Aix, 2D 178 (rapport politique et administratif de Nosy-Be pour 1898).

« Je vous prie très instamment, mon cher Administrateur, de ne pas prendre trop au sérieux les protestations de dévouement des chefs Tsialana, Tsiaraso et Binao. J'ai en effet la profonde conviction que s'ils n'ont pas ouvertement coopéré aux désordres qui ont si profondément troublé tout le Nord-Ouest, leur attitude n'est moins critiquable, car je ne peux croire qu'ils étaient tenus dans l'ignorance des agissements des groupes de rebelles où ils ont des parents, des amis et des sujets.

« Ces trois chefs savent de longue date qu'il leur en coûterait trop cher de s'insurger contre nous, mais au fond ils se réjouissent de tout ce qui peut retarder l'occupation de leur pays soit par des colons, soit par des représentants de l'autorité ».

Et Chauvot répond le 21 février qu'il n'a pas la moindre confiance dans les chefs indigènes, surtout Tsiaraso et Binao, et dans leur entourage ; il ne croit en leurs protestations de dévouement que s'il y a pour eux un intérêt *momentané* à tenir leurs promesses, ce qui est, au fond, « bien naturel, ou bien humain, plutôt » (39)

De même, Lamolle, dans son grand rapport sur l'insurrection, daté du 13 février 1899, récapitulant les raisons du mouvement, rappelle que les *mpanjaka* ont toujours été décidés à préserver une autonomie qui leur permettait d'user et d'abuser du « respect superstitieux » dont les entouraient leurs sujets. Contre les Merina, ils ont fait appel aux Français. Les Merina vaincus, ils se sont crus à nouveau libres, en récompense de leur coopération avec les colonisateurs. Mais l'organisation des douanes françaises qui a amputé leurs revenus et l'habitude, regrettable, de « jeunes et inexpérimentés représentants de l'administration coloniale » sur la Grande-Terre de s'adresser directement aux populations pour percevoir les impôts, de nommer et de révoquer eux-mêmes les chefs secondaires au mépris des usages locaux, choisissant souvent des hommes dont la promotion choquait la population et surtout les « vieux chefs », tout cela rendait ceux-ci disponibles pour l'aventure, et leurs entourages les encourageaient dans le mauvais sens (40). D'où une même conclusion que Gallieni : les trois *mpanjaka*, dont Tsialana, que l'on a tendance à innocenter à Nosy-Be, et la reine Salama, n'ont peut-être pas pris en personne la tête de la rébellion, parce que se sentant trop surveillés, mais sans leur accord, rien n'eût été possible. Ils attendaient la réussite des insurgés pour apparaître publiquement. Devant l'échec patent, dès le débarquement de troupes de renfort, ils ont compris que la partie était perdue et ont ordonné aux rebelles de cesser le combat et de rentrer chez eux. En somme la révolte a commencé par la volonté ou avec l'accord des *mpanjaka* et a cessé de même (41).

(39) A.R.D.M., D 79 (province de Nosy-Be, sous-dossier « divers 1896–1902 »), A.N.F. Aix, 2 D 178 (documents de 1899).

(40) Dès le 21 novembre 1896, Péan, à Hell-Ville, signalait combien il était dangereux de priver les *mpanjaka* des recettes douanières, car, en plus de la perte matérielle, c'était trop leur faire sentir qu'ils n'étaient plus les maîtres chez eux, en contradiction avec ce que l'expulsion des Merina pouvait signifier à leurs yeux. Mais l'allocation d'un traitement avait pu paraître répondre partiellement à ces observations (voir A.N.F. Aix, 2D 178 documents de 1896).

(41) A.N.F. Aix, 6 (2) D 7 (sous-dossier « troubles du Nord-Ouest »).

Point de vue identique encore chez presque tous les organisateurs de la pacification. L'administrateur en chef Martin ne s'exprimait pas autrement dès le 6 décembre 1898, avant toute enquête sérieuse. Mais Martin, responsable de toute la région avant l'insurrection, se sentait en faute de ne pas l'avoir prévenue; il était accusé d'avoir manqué de vigilance, et il était bien content de pouvoir désigner, même un peu hâtivement, des coupables (42).

Cette version devient en quelque sorte officielle. Le *Bulletin du Comité de Madagascar*, à Paris, la développe sans nuance dans son numéro du 5 Juin 1899 : les rois, devant la perte de leur ancienne puissance, voyant encore « avec terreur » l'établissement définitif des Blancs, l'extension des concessions, etc..., se résolurent à « demander à la violence, à l'assassinat » la solution de leurs problèmes ; « avec d'anciens esclaves, des vagabonds de toutes origines », ils formèrent un « complot d'extermination », en faisant d'abord entrer des complices dans la milice locale (43).

Si l'on omet les outrances de langage, il faut reconnaître que tout ce discours ne manque pas de vraisemblance. Mais ces premières proclamations sont fondées plus sur le raisonnement que sur des preuves concrètes. Il faudrait pouvoir démontrer clairement la culpabilité. Commence donc une vaste enquête dont chaque détenteur européen de l'autorité est chargé dans sa circonscription : collecte d'indices, interrogatoires de comparses, dépositions d'indicateurs, d'espions. Ces documents concordent au moins sur un point, qui n'apprend rien : les *mpanjaka* avaient toutes les raisons d'en vouloir aux Français, disant, selon des « émissaires » emmenés à Nosy-Be pour les faire parler plus librement sans doute :

« On nous a fait travailler, payer des impôts et nous ne commandons plus nous-mêmes. Nous avons eu tort de ne pas aider les Hovas lors de la guerre de Madagascar » (44).

Mais quel crédit accorder à d'autres accusations, plus précises, en partie extorquées dans des conditions pour le moins discutables ? Par exemple, Laverdure, qui est pourtant le plus modéré des chefs militaires alors dans la région, Lamolle le lui en fait reproche, explique en juin 1899 qu'après la capture du chef rebelle Jaokely, il l'a emprisonné longuement.

« Pour lui faire dire qu'il a reçu des ordres de Tsiaraso et de Tzialana et pour lui démontrer qu'il peut sauver sa tête en accusant ses chefs. J'avoue que jusqu'à présent j'ai perdu ma peine » (45).

(42) Avis identique, par exemple, du capitaine Briand, en poste au moment de la répression à Andranosamonta, A.N.F. Aix, 6 (2) D 7 (même sous-dossier). La lettre de Martin, du 6 décembre 1898 est dans la même liasse.

(43) *Bulletin du Comité de Madagascar*, 1899, pp. 246-248.

(44) Ce témoignage, comme tous ceux utilisés plus bas, dans le très riche dossier des A.N.F. Aix, 6 (2) D 7.

(45) A.N.F. Aix, 2D 24 (cercle d'Analava, rapport du 15 mai au 15 juin 1899, contenant copie des rapports des cercles annexes, dont celui de Laverdure pour la Grande-Terre).

Or des dénonciations entre les mains de Laverdure mettaient expressément en cause justement Tsiaraso et Tsiarana.

Examinons quelques-unes des « preuves » en ce qui concerne chacun des trois *mpanjaka*.

Binao, bien que « la meilleure amie des Français » dans la Grande-Terre, n'échappe pas à l'enquête et aux soupçons. C'est un Makoa (?) de son royaume, Mataopiso, déjà cité (ou Ramahatopitso), qui aurait dirigé les attaques contre Andranosamonta et les plantations des colons des îlots, attaques perpétrées avec l'aide d'indigènes de la région d'Anorotsangana. Un de ses hommes, caporal de milice, aurait été l'assassin du garde Gouraud. Ses gens seraient aussi les incendiaires d'Ankaramy, bourgade au centre d'une petite région fort riche, dont les habitants sont pourtant *bemihisatra* ; mais, pressurés par Binao, ils avaient demandé et obtenu d'être rattachés à Analalava : la rébellion aurait donc permis une vengeance sordide. On dit encore qu'Amipasimena, au moment de la répression, servait de refuge aux fuyards. Tout ceci avec bien entendu la remarque complémentaire implicite que Binao ne pouvait pas ne pas être complice. En fait, rien jusqu'ici qui *prouve* une culpabilité personnelle. Plus explicites, les accusations « d'émissaires » venus de la presqu'île Radama, en janvier 1899, selon qui Binao aurait elle-même envoyé des *Marofelana* chercher la reine Salama, dans l'intention de tuer les Européens et leurs fidèles. Mais cela même ne paraît vraisemblable à personne. Ce que l'on peut formellement reprocher à Binao, c'est de ne pas avoir su maintenir l'ordre chez elle, de ne pas avoir préservé son petit royaume de la contagion des troubles, et rien de plus. En 1905, le chef de province de Nosy-Be, Titeux, reconnaîtra qu'en vérité Binao est restée complètement neutre, et probablement fort marrie de tout ce dérangement. N'est-ce pas pour trouver quelque repos qu'en décembre 1898, elle était allée résider à Nosy-Be, d'où Lamolle la fit revenir d'urgence sur la Grande-Terre ? (46).

Contre Tsiarana, quelles accusations ? D'abord des « preuves » contre des proches : son frère Momba, et tout l'entourage immédiat du *mpanjaka*, mais il ne s'agit que d'une certaine francophobie. Rien de neuf donc. On dit aussi que Jaokely, un des principaux meneurs, que nous avons déjà rencontré serait un Antakarana « de la montagne » et un parent de Tsiarana et son envoyé, ainsi que celui de Tsiaraso, auprès des rebelles. La parenté et l'appartenance ethnique de Jaokely sont contestables, nul n'y attache d'ailleurs grande importance. Plus sérieux serait le fait que Tsiarana lui aurait fourni trois cents hommes, au moment où Jaokely, découragé, voulait abandonner la lutte ; tous ces hommes étaient bien décidés à se battre jusqu'à la mort. En vain, et Jaokely sera finalement capturé par Tsiaraso, ou se rendra librement à lui, vers le 20 mars 1899, Tsiaraso le livrant ensuite à Laverdure, qui n'arrive pas à lui faire désigner les *mpanjaka* comme vrais coupables ; aucune preuve non plus de l'envoi des trois cents

(46) En plus des documents cités note précédente, voir Vincennes NF 16 (sous-dossier « 1899, cercle d'Analalava », rapports Lamolle du 11 février et du 10 mars 1899, rapport d'ensemble du même, daté du 26 mars 1899), et A.N.F. Aix, 2D 178 (rapport politique et administratif récapitulatif de la période 1896-1904).

hommes. D'autres accusations assez précises visent Tzialana en même temps que Tsiaraso, on y reviendra à propos de ce dernier. Les contemporains notent par contre l'entrain de Tzialana à participer à la recherche de Jaokely, avant la capture ou la reddition de celui-ci, et la plupart ne retiennent pas contre lui une « maladresse » (voulué ?) lors d'une opération contre Jaokely, opération à laquelle il devait participer, qu'il avait vraisemblablement suggérée ; le secret est éventé à la suite de ses bavardages, et l'affaire fait long feu. Laverdure fait aussi valoir que Tzialana a empêché de tuer un Européen du Sambirano. L'ardeur à pourchasser Jaokely s'expliquerait par le fait que Jaokely, comme beaucoup de petits chefs de l'intérieur, n'aimait pas du tout les « grands mpanjaka » de la région côtière qui prétendaient leur imposer leur suzeraineté. Tzialana n'avait jamais pu le faire obéir. Cette observation, corroborée par d'autres notées avant l'insurrection, est tout à fait vraisemblable et achève d'enlever toute crédibilité aux accusations rapportées plus haut (47).

C'est finalement Tsiaraso le souverain le plus suspect, et l'on s'acharne à démontrer sa culpabilité. Il a évidemment participé à la répression, mais ce ne pouvait être qu'à contrecœur, et l'on veut voir dans ses difficultés pour recruter les porteurs devant accompagner la reconnaissance de Chauvot non la conséquence de l'effroi des populations, mais celle de son manque d'ardeur personnel. D'ailleurs Tsiaraso ne pouvait pas ne pas souhaiter la défaite des Européens, il avait trop de raisons de leur en vouloir, en dehors du fait que la vallée du Sambirano était la région la plus menacée par l'intrusion de la colonisation agricole. Ce qui est alors révélé donne des aperçus éloquents sur l'atmosphère dans le Nord-Ouest avant l'insurrection. Tzialana avait eu, dans sa propre personne et dans sa famille, tout récemment, l'occasion renouvelée de souffrir : en janvier 1898, l'administrateur Martin l'avait fait emprisonner une quinzaine de jours à Nosy-Be pour une « futilité », dira Lamolle, futilité que les dossiers d'archives ne m'ont pas permis de préciser (car Martin n'en a pas averti Gallieni, qui, mis sommairement au courant lors de l'insurrection, le blâmera vivement : incarcérer un tel *mpanjaka* est une grossière maladresse, il aurait mieux valu l'exiler) ; il s'agit sans doute de mollesse — encore ! — dans la recherche et la punition d'indigènes coupables d'actes délictueux au détriment de colons. Après sa libération, Tsiaraso reste « une mauvaise tête », il n'obéit pas aux ordres de Martin ; une compagnie de milice qu'il avait recrutée sur ordre ne compte bientôt plus un seul homme présent, à la suite de désertions. Martin s'acharne contre lui, il le ferait encore arrêter ou l'en menacerait, peu avant l'insurrection. Dans son rapport général d'octobre 1898, il le signale comme particulièrement rétif ; or ce rapport est daté du 3 novembre, donc après le déclenchement du mouvement : c'est montrer en Tsiaraso le principal suspect. En dehors de cela, le commis de résidence Frontin, à Ambalavelona, une des premières victimes de l'insurrection, souffrait, pour reprendre l'expression d'un de ses supérieurs, d'une sorte de « monomanie de la princesse », aux dépens des fillettes et jeunes filles de

(47) Voir Vincennes NF 16 (*ibidem*, documents accompagnant une lettre de Laverdure à Lamolle le 24 mai 1899, et rapport militaire de Lamolle du 12 juin).

la famille de Tsiaraso ; il avait pour compagne « régulière » une sœur du *mpanjaka*, qu'il aurait forcée à quitter son mari légitime ; puis, lassé, il l'aurait obligée à travailler comme une esclave, la frappant si elle refusait, lui faisant devant tout le monde balayer la cour ; elle en serait tombée malade. Il aurait fini par la renvoyer chez son frère après une bastonnade publique. C'est alors qu'un jeune frère aurait proposé à Tsiaraso de se révolter. Et pourtant Tsiaraso aurait refusé, disant :

« Faites comme vous voudrez, moi je n'y puis rien faire ! ».

Mais Karija, autre grand chef de rebelles, aurait immédiatement pensé à prendre contact avec Tsiaraso après avoir choisi l'insoumission. Au début de novembre, une lettre saisie chez des suspects, émanant d'un village dissident de la région de Bealanana, annonce aux habitants d'un autre village encore en paix que les insurgés vont venir pour remplacer les Français par Tsiaraso ; si ce second village est consentant, qu'on y arbore un drapeau blanc, celui de Tsiaraso. Martin revient naturellement à la charge le 21 novembre ; il a cru, écrit-il au Gouverneur général, à la culpabilité de Tsiaraso dès le premier jour et critique Laverdure qui lui fait confiance pour la pacification (ainsi que, indirectement, Galliéni lui-même, qui recommande une telle politique) :

« Permettez-moi de vous faire observer que je crois dangereux de se servir de ce chef (...). Ce chef est à mon avis un dissimulateur habile qui se réservait de suivre les rebelles en cas de réussite ».

Un des nombreux frères de Tsiaraso, Andrianihana, commanderait les insurgés dans la région de Bealanana. Puis, en mai 1899, Laverdure lui-même, transmet à Lamolle toute une série de renseignements recueillis par ses informateurs. Il en ressort par exemple que, vraisemblablement avant le déclenchement de l'insurrection, un oncle de Tsiaraso, Sordani (qui sera d'ailleurs tué parmi les rebelles lors d'une des attaques du poste d'Ambalavelona après sa réoccupation par les Français), aurait tenu une réunion nocturne clandestine pour engager ses auditeurs à tuer les Européens ; puis, sur ordre de son neveu, il serait allé avec Jaokely dans le montagne afin de rassembler les petits chefs (48). Une autre assemblée aurait alors eu lieu, Tsiaraso lui-même étant présent, et tous auraient prêté serment « sur l'or ». Tsiaraso serait ensuite revenu sur la côte, et c'est à ce moment que se serait produite la première attaque contre Ambalavelona. On sait que Frontin devait y trouver le mort ; Tsiaraso serait venu de nuit contempler son cadavre, puis il aurait ordonné aux rebelles de regagner l'intérieur, choisissant de se lamenter lui-même « officiellement » devant Chauvot en lui montrant ce cadavre et ceux des colons. C'est encore lui qui aurait donné l'ordre, confirmé par écrit, d'attaquer Marotoalana et de tuer Etori ; apprenant le succès de cette opération, il aurait félicité les responsables et envoyé Dagnan recruter dans toute la vallée du Sambirano les hommes valides par milliers, pour les faire partir par petits groupes vers le haut pays. Tous ces renseignements proviendraient,

(48) Sordani serait longtemps resté auprès des Blancs, à leur service, mais sans recevoir aucune récompense ni fonction, d'où sa rancune.

selon Laverdure, de l'homme de confiance de Dagnan, celui qui pouvait lire tous ses papiers. Selon d'autres sources, c'est aussi Tsiaraso qui aurait recommandé d'attaquer Bealanana et de tuer Gouraud. A plusieurs reprises, il aurait pris contact avec Tzialana pour l'entraîner : Tzialana, sans accepter de faire la guerre lui-même, aurait promis de fournir des hommes si on le lui demandait ; en effet, comme on l'a vu, il aurait fourni des partisans à Jaokely à un moment où celui-ci, découragé, était prêt à abandonner la lutte. Ces autres renseignements ont été rassemblés par Laverdure à partir de diverses dénonciations.

Lamolle a ses propres services de renseignements, il met la main sur des documents comme une lettre de Tsiaraso à des rebelles, leur annonçant sa prochaine arrivée et son intention de tuer les Européens, recommandant aussi d'arborer un autre pavillon que le tricolore, par exemple le drapeau des Anglais, car :

« C'est eux qui nous commandent, nous dirigent dans notre action ». Il aurait lui-même dirigé l'attaque du poste de Bealanana et fait mettre à mort Gouraud. Les insurgés voyaient vraiment en lui leur chef secret, bien qu'il fût obligé de feindre de collaborer avec les Français, leur livrant par exemple comme noms de *Marofelana* ceux de tous les non-Sakalava se trouvant dans le pays. Ceci est révélé par le propre secrétaire de Tsiaraso, un Merina, lui-même d'abord espionné par des hommes de Chauvot (ou de Martin) qu'il croit être de simples porteurs ; puis Martin fait proposer au secrétaire une forte somme pour qu'il vole tous les papiers du *mpanjaka*, il n'ose pas, mais il confirme ses accusations ; car, bien que Merina, il jouit de la confiance de Tsiaraso, les Français étant leurs ennemis communs. Il atteste aussi la collusion avec Tzialana et probablement d'autres *mpanjaka* : tous devaient finalement passer en même temps à l'insurrection contre les Blancs :

« Puisque c'est nous qui les avons fait venir, nous allons les chasser ! ».

D'ailleurs, trois ou quatre semaines avant le début du mouvement, Tsiaraso aurait vendu à bas prix ses bœufs, pour être plus libre. Ensuite, pendant la répression, comme son entourage le sait soupçonné, on y multiplie les pratiques de sorcellerie pour écarter le danger. Laverdure laisse faire, bien que, lui dit-on, un sorcier ait reçu beaucoup d'argent pour l'empoisonner ainsi que Chauvot.

Comme conclusion de toutes ces dénonciations, on peut adopter celle de Lamolle lorsqu'il envoie au Gouverneur général les renseignements qu'il a réunis : Tsiaraso (et les autres rois, mais Tsiaraso surtout) est coupable ; les sujets des *mpanjaka* n'auraient pas fait la guerre sans leur ordre. Tsiaraso, dans le Nord-Ouest, aurait tenu le même rôle que Ranavalona en Imerina, faisant mille protestations d'amitié aux Français et donnant en secret l'ordre aux gouverneurs de province de s'insurger (49).

(49) Très nombreux textes sur Tsiaraso dans Vincennes, NF 16 (sous-dossier cité, notamment le rapport Lamolle du 26 mars 1899, la lettre de Laverdure à Lamolle du 24 mai) ; A.N.F. Aix 2D 24 (rapport Laverdure du 5 juin 1899, reproduit dans le rapport Lamolle du 17), 2D 133 (rapport de Martin du 3 novembre 1898), 2D 178 (lettre de Chauvot à Martin du 26 décembre 1898), et surtout 6 (2) D 7.

Cette dernière allusion ne manque pas de sel. Si Tsiaraso est aussi coupable que Ranavalona III... ! Lamolle reconnaît d'ailleurs que tous les renseignements qu'il a recueillis, et ceci vaut naturellement pour ceux recueillis par les autres, sont assez sujets à caution. Laverdure dit que, dans ce pays, « chacun raconte son histoire, inventée au besoin ». Et les contradictions ne manquent pas entre les divers accusateurs, ou entre les indications fournies par eux et ce que les documents officiels nous livrent par ailleurs : par exemple, Dagnan serait en même temps auprès des rebelles, et à Analalava, sous surveillance ; pour les uns, Tsiaraso se serait rendu personnellement à Bealanana, pour d'autres il aurait refusé de se déplacer ; il aurait refusé à son jeune frère de déclencher une révolte, et ce serait quand même lui le chef clandestin de l'insurrection ; il se serait trouvé au même moment avec des insurgés et avec Chauvot ou Laverdure. La chronologie est souvent incohérente. L'abondance de lettres secrètes, saisies ou citées, est bien étonnante, non seulement à cause de l'imprudence que cela signifie, mais parce que la grande majorité des rebelles sont illettrés. Les *mpanjaka* ne sont pas plus instruits que leurs sujets, et peut-on vraiment accepter l'idée d'une omniprésence de secrétaires de confiance, dont un Merina ?

Finalement le doute l'emporte. Il est extrêmement probable que les *mpanjaka* se sentaient mal à l'aise dans les nouvelles structures coloniales. Il est très vraisemblable qu'ils ont été conscients de la fermentation qui a dû précéder l'insurrection chez leurs sujets, et même qu'ils ont eu connaissance de certains projets, pour autant que les futurs insurgés aient, un moment quelconque, prévu une action concertée. Il est à peu près certain que le nom des *mpanjaka* a été utilisé par les rebelles, avec ou sans leur consentement, et l'idée pouvait partir, peut-être, de l'entourage des rois, ce qui donnait déjà une apparence de légitimité. Tsiaraso a fort bien pu être personnellement pressenti à diverses occasions, la plus plausible étant celle où son jeune frère lui demande de réagir enfin aux insultes subies par leur sœur ; mais sa réponse est conforme à ce que l'on sait de son caractère, à son expérience personnelle des Blancs et à sa prise de conscience de l'inanité du projet. Rien d'impossible par contre à cette scène dramatique du roi venant contempler la nuit le cadavre de l'ennemi des siens. Mais toutes les autres accusations laissent sceptique ; elles paraissent tomber trop à souhait pour donner du corps à des accusations lancées avant la réunion de preuves, elles émanent de « témoins » trop louches. La principale faute des *mpanjaka*, en définitive, semble bien être de s'être tus. Mais parler, pour signaler par exemple le malaise grandissant dans la région courant 1898, c'était se désigner soi-même aux colonisateurs comme coupable, puisque les souverains n'avaient été conservés que pour garantir l'ordre et faciliter les entreprises européennes. On ne manquait aucune occasion de le leur rappeler et ils savaient qu'ils avaient en la personne d'administrateurs comme Martin des censeurs prompts à sévir.

Avaient-ils d'ailleurs sur leurs sujets un tel pouvoir qu'ils pussent les mobiliser contre les Blancs à un moment donné, y compris les sujets des régions périphériques, peuplées d'ethnies en partie différentes, comme l'Ankaizina ? Comme je l'ai dit plus haut, l'insurrection de 1898 me semble pour l'essentiel un mouvement spontané, dont les chefs, par conséquent, sont « improvisés » dans



l'action, localement, à l'échelon du village, de la vallée, du bassin. Les dossiers d'accusation des *mpanjaka*, par leur incohérence, leur inconsistance, confirment dans l'ensemble cette opinion. Ce qui aurait été plus intéressant et peut-être plus révélateur, c'est de pousser l'analyse des compromissions, des complicités dans l'entourage des rois, cet entourage dont ils constituaient à la fois le pivot, la tête... et l'otage. On sent, dans les textes émanant des colonisateurs les plus sensibles aux réalités indigènes, le désir de mieux comprendre le fonctionnement de la royauté sakalava ou antankarana, et l'irritation de s'y perdre. Le changement de politique ne leur permettra pas de prolonger les enquêtes dans cette direction.

V

LES MPANJAKA A L'HONNEUR

Galliéni, on l'a vu, paraît convaincu de la culpabilité des *mpanjaka*, il le répète au Ministre des Colonies peu avant de partir lui-même pour Paris, accablant particulièrement Tsiaraso (50) ; toutes les « preuves » ne sont pourtant pas encore parvenues à Tananarive. Il semble approuver le programme que Lamolle, lui-même convaincu « en son âme et conscience », élabore dès janvier 1899 : « travailler de suite » à faire disparaître l'autorité des *mpanjaka*, d'abord en « élaguant » leur entourage, puis en recherchant « des hommes du peuple » intelligents, à qui on pourrait promettre des fonctions rétribuées, ce qui conduirait la population elle-même à demander la suppression du titre de roi. On éviterait ainsi de choquer l'opinion et de provoquer par « une petite révolution » une haine profonde contre les Français. Cette vision parfaitement utopique est un peu corrigée en février et mai : le cercle de Grande-Terre est subdivisé en secteurs correspondant à nouveau aux royaumes, on conserve donc un certain temps encore les *mpanjaka*, mais en les soumettant à « un contrôle absolu », en leur dictant toute leur politique, en « noyant » l'entourage de ces « rois fainéants » d'hommes dévoués à la puissance coloniale, en apprenant enfin à utiliser à bon escient l'influence royale. Mais :

« Ce régime ne les satisfera sûrement pas, si habilement exercé qu'il soit ; il froissera leur esprit d'indépendance. Il nous acheminera vers la solution définitive à prendre avec eux, pour avoir une situation nette : leur suppression » (51).

(50) A.N.F. Aix, 6 (2) D 7 (sous-dossier cité, lettre au Ministre des Colonies datée du 15 avril 1899). Galliéni part le 25 avril.

(51) Vincennes NF 16 (sous-dossier cité, rapports Lamolle du 7 janvier 1899, du 11 février, rapport non daté pour la période du 1er février au 15 mars). Exposé détaillé du programme dans A.N.F. Aix, 6 (2) D 7 (rapport Lamolle du 13 février 1899).

Lamolle met déjà en œuvre ce programme ; en juin les *mpanjaka* sont tous obligés de venir résider à Ambato, sous la surveillance directe de Laverdure ; ils sont représentés dans leurs anciennes résidences, auprès de leurs sujets, par des sous-gouverneurs choisis par les Français et qui sont en réalité les porte-parole de l'autorité coloniale. On projette aussi d'édifier à Ambato une sorte d'école des otages pour y former les enfants des familles princières et des chefs... dans la bonne voie. Précautions d'autant plus nécessaires que les habitants restent fidèles aux rois et espèrent qu'ils tenteront bientôt une autre fois de chasser les intrus d'un pays

« qu'ils voient envahir avec regret par nos entreprises de colonisation qui l'absorbent presque totalement » (52).

Cette politique d'étroit contrôle, précédant une destitution, ne fait pas l'unanimité. Laverdure, malgré les documents qui commencent à s'accumuler sur son bureau relatifs à la culpabilité des *mpanjaka*, exprime en avril ses doutes. Coupables, les souverains auraient eu peur aux premiers échecs, ils n'auraient pas attendu chez eux l'arrivée des troupes de pacification. Par conséquent, il ne faut rien hâter, il faut respecter « la communion avec le peuple » des *mpanjaka*, et, pour bien s'en servir, regagner leur confiance par de bons procédés, « tâche intéressante » dont Laverdure laisse entendre qu'il aimerait l'entreprendre. Il se méfie bien plus

« de cette catégorie d'individus qui s'habillent à l'européenne, saluent correctement, parlent quelques mots de français qu'ils ont appris presque toujours comme domestiques ou cuisiniers »,

catégorie qui aurait été un peu trop en faveur les derniers temps et qui n'a d'autorité qu'apparente. (N'est-ce pas aussi cette catégorie qui dénonce le plus allègrement les *mpanjaka* ?) (53).

Ces divergences expliquent sans doute que les instructions de Gallièni restent vagues. Il apprécie le travail de Laverdure, malgré certaines prédispositions fâcheuses au manque de respect pour les supérieurs. Tout en paraissant approuver le programme de Lamolle, il laisse entendre dans ses correspondances qu'il faut savoir oublier le passé, suggérant peut-être de rendre les *mpanjaka* pécuniairement responsables des pertes des colons, ce qui, observe justement Lamolle, serait les ruiner et les aliéner à jamais. Quand Gallièni part en congé, la question reste donc ouverte.

Pennequin assure l'intérim. Il se rappelle bien le Nord-Ouest. Lamolle en profite le 17 mai pour faire part une nouvelle fois de sa conviction au sujet des

(52) Vincennes NF 16 (rapport Lamolle du 12 juin 1899) ; A.N.F. Aix, 2D 24 (rapport du même du 17 juin). On observera que la pratique administrative provoque une extraordinaire sécrétion de rapports, partiels, d'ensemble politiques et administratifs, militaires, économiques, qui se répètent le plus souvent lorsqu'ils émanent du même responsable ; les nuances de l'un à l'autre ne sont cependant pas sans intérêt.

(53) Vincennes NF 16 (sous-dossier cité, extraits des rapports de Laverdure, instructions de Laverdure à ses subordonnés du début de 1899).

mpanjaka, vrais chefs de l'insurrection, rouages inutiles après la restauration de la paix ; ce serait se déconsidérer que de reconstituer la situation antérieure, il suffira de s'appuyer sur les petits chefs locaux, vassaux des *mpanjaka*, en les surveillant de près. Ceci veut dire, précise clairement Lamolle, l'acheminement rapide vers une administration directe. Et il suggère de déporter déjà Binao, Tzialana et Tsiaraso. La lettre que Pennequin aurait écrite à Laverdure à bord du navire qui l'amenait à Madagascar semble encourager Lamolle dans cette voie (54).

Pennequin ne paraît pas avoir répondu directement à ces suggestions. Dans son rapport général, il souligne au contraire que la participation des trois rois a beaucoup facilité le retour à la paix dans le Nord-Ouest. Le 1er juillet 1899, il quitte Tananarive pour une longue tournée dans le Boina et justement le Nord-Ouest. Le 20, il est accueilli par Lamolle à Analalava ; à Nosy-Be, le 22, il reçoit successivement Tzialana, Tsiaraso et Binao, avec laquelle il reprend un dialogue interrompu... en 1885. Le 24, Binao l'accompagne à Ampasimena, puis Pennequin va dans la région du Sambirano, où Tsiaraso promet sa collaboration pour le recrutement de main-d'œuvre. Il n'est plus question de déportation, de déposition, ni même de réduction du pouvoir des *mpanjaka*. Pennequin semble convaincu que porter atteinte à ce pouvoir provoquerait une effervescence générale, peut-être une autre insurrection. Naturellement il faut conserver des garnisons solides dans la région, ne pas renoncer à une surveillance scrupuleuse, fonder des écoles pour marquer « dans le bon sens » les jeunes esprits, mais envoyer plutôt les fils des chefs à Tananarive afin de les soustraire à l'influence des Musulmans, opposer si possible aux souverains et surtout à leur entourage des conseils de notables, faire enfin sérieusement des *mpanjaka*, de moins en moins *mpanjaka* d'ailleurs, et de plus en plus gouverneurs indigènes, des instruments de la politique française, mais avec leur consentement (55).

Le couronnement de cette politique est l'envoi en décembre dans le Nord-Ouest du lieutenant-colonel Prudhomme, chef d'état-major de Pennequin. Le 24, il écrit à Pennequin qu'il a réussi à convaincre les trois souverains, y compris Tsiaraso, le plus hésitant, à l'accompagner à Tananarive. Chacun vient avec toute une suite, et Pennequin accepte les suggestions de Prudhomme de les recevoir en vrais rois :

« Il faut, il me semble, les épater un peu et leur faire voir tout dans de bonnes conditions. Ne pensez-vous pas, mon Général, qu'il faille leur faire une entrée sensationnelle à Tananarive ? »

Prudhomme les a déjà assurés de la joie de Pennequin à la pensée de les recevoir ! Ils sont en effet reçus avec un certain cérémonial dans la capitale, où ils arrivent

(54) Vincennes NF 16 (ibidem).

(55) Vincennes NF 16 (ibidem) ; *Rapport sur la situation générale de la colonie du 1er mars 1899 au 1er mars 1900* (rapport Pennequin), Tananarive, Imprimerie officielle, sd (1899), 2 t. de 104 et 158 p. ; *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, n° 424 du 19 août 1899 (récit du voyage de Pennequin dans le Nord-Ouest).

le 30 janvier 1900. Toutes les autorités de la colonie participent aux fêtes, et les *mpanjaka* affirment solennellement leur attachement et celui des populations du Nord-Ouest à la France. Au cours des deux semaines passées en Imerina, on leur fait voir les réalisations du nouveau régime, on leur montre sa puissance militaire, ce qui ne peut qu'achever de les convaincre du caractère définitif de la mainmise coloniale (56).

A leur retour chez eux, ils paraissent bien décidés à collaborer franchement. Les mutations dans le personnel administratif et militaire français de leur région aident à oublier les alertes récentes.

A la fois victimes et dans une certaine mesure bénéficiaires de la prise de possession du Nord-Ouest par la puissance coloniale, les *mpanjaka* de cette région ont donc été amenés à jouer, à leur corps défendant peut-être, un rôle ambigu dans les événements de la fin de 1898. Leur autorité morale sur les populations qui se révoltaient, la « communion » entre le souverain et ses sujets ne leur permettaient pas de rester de simples témoins. Mais la rapide arrivée des forces de pacification ne leur a pas permis de prendre éventuellement parti pour la rébellion ou même d'en assumer la direction. L'auraient-ils fait si le temps leur en avait été laissé ? Ce n'est pas absolument invraisemblable, car ils avaient des raisons de regretter le passé, de se plaindre de divers abus. On peut imaginer aussi qu'ils auraient d'abord essayé de gagner du temps. Car par leurs visites à Nosy-Be, leurs contacts avec les administrateurs français, ils étaient bien placés pour apprécier l'inégalité des forces en présence. Même Tsiaraso, le plus jeune des trois *mpanjaka*, celui qui avait les plus graves raisons de rancune, avait pu à ses dépens en prendre conscience : on le devine partagé entre l'envie de profiter d'un mouvement qui se réclame de lui pour venger les affronts subis et la conviction que la partie ne peut être gagnée. Lorsque Prudhomme vient les chercher pour les emmener à Tananarive, malgré quelque inquiétude sur la signification de tant d'honneurs, ils n'ont pas à hésiter. C'est une chance inespérée qui est offerte : Gallieni aurait-il accepté d'oublier, ou de feindre d'oublier, aussi vite ? Et Pennequin est une ancienne connaissance. Ils sont rentrés parmi leurs sujets avant la réinstallation de Gallieni au palais du gouvernement général. Il ne lui est pas possible de revenir sur ce qui a été fait, et la nouvelle atmosphère, plus détendue, qu'il veut créer, ne lui permet pas de rouvrir « le procès ». Pourquoi le faire d'ailleurs ? Le régime militaire dans le Nord-Ouest facilite l'occupation par les colons des terres qu'ils souhaitent, et les rois peuvent être encore utiles pour

(56) Vincennes NF 16 (sous-dossier cité, lettre de Prudhomme, alors dans le Nord-Ouest, à Pennequin, le 24 décembre 1899) ; *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, n° 471 du 31 janvier 1900 (réception des *mpanjaka* à Tananarive) ; PRUDHOMME, *art. cit. de Notes, Reconnaissances et Explorations*.

assurer la rentrée de l'impôt, faciliter le recrutement de travailleurs, etc... Il ne leur reste qu'à achever d'apprendre comment profiter eux aussi des moyens d'influence que le nouveau régime leur offre : entre autres, l'affirmation de leur autorité sur des régions marginales, jusque là peu obéissantes, en particulier vers l'intérieur de la Grande-Terre ; leurs royaumes se « continentalisent ». Tsiaraso s'adaptera mal aux nouvelles règles, et sans cesse ressurgiront sous la plume de ses supérieurs européens les vieilles accusations de 1898 ; mal intégré, orgueilleux, il sera conduit à résigner sa charge en 1915. Par contre, plus souples, Binao et Tsiarana, décorés, récompensés, conserveront jusqu'à la fin de leurs jours, en 1923 et 1924, leur titre, leur relative fortune et la considération des autorités coloniales (57).

(57) Voir les dossiers personnels des trois *mpanjaka* aux A.R.D.M. et les biographies citées plus haut de *Hommes et Destins*.